

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 4 mai 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°627 ■

LUTTE CONTRE LE CANCER
**La stratégie
algérienne repose
sur «la prévention
et le traitement»**

P 16

23^e ÉDITION DU SIPSA-FILAHA 2025

Plus de 750 exposants attendus à Alger

Le compte à rebours est lancé pour l'un des plus grands rendez-vous agricoles du continent africain. Du 26 au 29 mai 2025, le Palais des Expositions SAFEX à Alger accueillera la 23^e édition du SIPSA-Filaha, un salon devenu incontournable pour les professionnels de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie. Plus de 750 exposants venus de 39 pays sont attendus cette année, confirmant la dimension internationale de cet événement au service de la souveraineté alimentaire. P 3



MODERNISATION DU
SERVICE PUBLIC DE L'EAU
**L'ADE signe cinq
accords avec
plusieurs institutions**

La Société Algérienne des Eaux (ADE) a signé, hier à Alger, cinq accords avec des institutions et des organismes nationaux actifs dans divers domaines, dans le but de développer et moderniser la gestion des services d'eau et d'améliorer la performance institutionnelle.

P 2

EN PRÉSENCE DES PLUS
IMPORTANTES ENTREPRISES
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES
**Le salon Batimatec
2025 s'ouvre
aujourd'hui à Alger**



C'est aujourd'hui, dimanche, que la 27^e édition du Salon International du Bâtiment, des Matériaux de Construction et des Travaux Publics « Batimatec » ouvre ses portes au Palais des Expositions à Alger, sous le Haut Patronage de Monsieur le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville.

P 5

FAO
**Hausse de 1%
des prix mondiaux
des produits
alimentaires en avril**

Les prix des produits alimentaires ont progressé en avril dernier de 1% , par rapport au mois précédent, a indiqué vendredi, l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

P 4

MÉTAUX PRÉCIEUX

**L'or recule sur fond
d'apaisement des tensions
commerciales** P 3

INAPI

**Augmentation des
demandes de brevets
d'invention** P 16

OUARGLA

**Une récolte de plus de
371.000 qx de céréales
attendue cette saison** P 6

FOIRE DES PRODUITS
ALGÉRIENS À
NOUAKCHOTT

Organisation de la 7
ème édition du 22 au
28 mai prochain

La 7e édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott (Mauritanie) sera organisée du 22 au 28 mai 2025, a indiqué mercredi un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations qui a invité les opérateurs économiques algériens à s'inscrire pour participer à cette manifestation. Cette manifestation aura pour objectif de mettre en exergue les capacités productives algériennes dans divers secteurs, notamment l'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'électroménager, l'énergie et les mines, les énergies renouvelables, les travaux publics, l'agroalimentaire et les produits agricoles, précise le ministère. La Foire inclura également les domaines des PME et des start-ups, de l'agriculture et de la pêche, du tourisme, de l'artisanat et des métiers, du cuir et des industries du textiles, ainsi que du mobilier domestique et bureautique, ajoute la même source. Lors de cette édition, les exposants auront la possibilité de vente directe aux visiteurs, selon le ministère qui a invité les opérateurs économiques activant dans le domaine de la production et de l'exportation, désirant prendre part à cet événement, à s'inscrire via le lien suivant : <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/mauritanie2025>.

MODERNISATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

L'ADE signe cinq accords avec plusieurs institutions

La Société Algérienne des Eaux (ADE) a signé, hier à Alger, cinq accords avec des institutions et des organismes nationaux actifs dans divers domaines, dans le but de développer et moderniser la gestion des services d'eau et d'améliorer la performance institutionnelle.

Par Selma R.

La cérémonie de signature s'est déroulée lors d'une journée d'information organisée au Club National de l'Armée, sous le slogan «Défis et Perspectives de l'Algérienne des Eaux, un pari réussi», en présence du ministre des Ressources en Eau, Taha Derbal, et du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred. Le premier accord signé avec la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural porte sur la possibilité pour les clients de l'Algérienne des Eaux de payer leurs factures électroniquement via l'application "My Badr", dans le cadre du soutien à la stratégie de numérisation et pour faciliter le service aux consommateurs. En outre, un protocole de coopération a été signé avec la société "Optimum Telecom Algérie" (Djezzy) visant à fournir des solutions numériques intégrées, ainsi qu'à échanger des services et des technologies, au service de la transformation numérique de l'Algérienne des Eaux. Dans un objectif de renforcer la coopération scientifique et académique, et de soutenir les projets de recherche et de développement liés au secteur des res-

sources en eau, l'ADE a également signé un accord-cadre avec l'Université Houari Boumediene des Sciences et de la Technologie. L'Algérienne des Eaux a également signé un protocole d'accord avec l'Agence Nationale pour l'Amélioration et le Développement du Logement «AADL», visant à améliorer la gestion des infrastructures de distribution d'eau au sein des quartiers résidentiels en formule de vente en location, en transférant la gestion à la société. Dans la première phase, une évaluation des différentes infrastructures d'eau dans les quartiers «AADL» sera réalisée avant de commencer à signer des accords de transfert de gestion avec les unités wilayales de l'Algérienne des Eaux. De plus, la société a signé un accord expérimental avec la startup «Smart Solution and Innovation», visant à élargir les moyens de paiement des factures via le réseau de points de vente numériques en utilisant l'application de cette startup, dans le cadre du développement des canaux de recouvrement. Lors de son intervention, M. Derbal a souligné que la signature de ces accords vise principalement à développer et moderniser le service public de l'eau, mettant

en avant la nécessité de s'appuyer sur les technologies modernes, notamment les services numériques, pour accompagner les exigences de développement dans ce domaine.

Le ministre a précisé que la transformation numérique que l'Algérie cherche à atteindre «nous impose de fournir des services numériques pour faciliter le paiement électronique des factures et toutes les relations commerciales entre le client et l'Algérienne des Eaux». Pour sa part, le ministre des Finances Boualzerd a confirmé le soutien de son ministère au secteur de l'hydraulique pour développer la gestion de l'eau potable, notamment par la mise à disposition du paiement électronique.

Le directeur général de l'Algérienne des Eaux, M. Mustapha Rekik, a indiqué dans son discours que la signature de ces accords représente «une nouvelle étape de coopération institutionnelle, dans le cadre de la dynamique d'ouverture adoptée par l'entreprise ces dernières années, et de la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la numérisation et de la transparence».

ÉLECTRICITÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le premier Salon International prévu pour novembre prochain à Alger

Le premier Salon International de l'Électricité et des Énergies Renouvelables, "Électricité Expo", se tiendra du 17 au 19 novembre prochain au Palais des Expositions d'Alger. Selon les organisateurs de l'événement, celui-ci accueillera

divers acteurs et intervenants du secteur de l'industrie électrique, parmi lesquels des producteurs, des distributeurs et des bureaux d'études. Ce salon sera ainsi une plateforme d'échange et d'innovation. Les discussions porteront sur

divers sujets, notamment les technologies modernes, les solutions durables et les avancées dans le domaine de l'énergie électrique. Le salon représente également un espace pour les professionnels afin de promouvoir ce secteur stratégique, no-

tamment face aux défis à venir. Les autorités ont l'intention de poursuivre la transition énergétique vers un modèle plus équilibré et durable, fondé sur le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la valorisation des res-

sources nationales. Les organisateurs ont annoncé que l'inscription des exposants est ouverte sur la plateforme numérique. Ils peuvent s'inscrire préalablement via le lien suivant : registration.safex.dz/login.

SALON SIEE POLLUTEC DU 18 AU 20 MAI

Plus de 150 exposants attendus à Alger

Pour sa 20ème édition, le salon SIEE Pollutec ouvrira ses portes du 18 au 20 mai à la Safex, Alger. Depuis 2005, il met en relation les acteurs clés algériens et internationaux des secteurs de l'Eau en Algérie avec le soutien du Ministère de l'Hydraulique. Plus de 150 exposants et 7 500 visiteurs seront présents lors cet événement. Salon connu et reconnu pour la qualité de son visitorat, il a attiré en 2024 près

de 7 000 visiteurs professionnels, venus à la rencontre de 140 entreprises exposantes. Poursuivant sur cette lancée, il continue aujourd'hui de mobiliser les acteurs publics et privés d'un marché porteur à l'exemple des agences nationales du pavillon ministériel. Cette année encore, l'offre locale est très dynamique avec 60% de sociétés algériennes - principalement des leaders

du marché - et attire de nombreuses entreprises internationales venant majoritairement d'Europe. Plus de 12 pays seront ainsi représentés cette année avec une forte participation Turque portée par Meridyen Fair, Business France, Chine, Portugal, Italie, Allemagne, Suisse, UAE, USA, Inde, Pays-Bas, Arabie Saoudite. Plus qu'une plateforme de mise en relation, SIEE Pollutec est aussi un lieu de par-

tage d'information et de contenu au travers de conférences sur les thèmes phares du marché de l'Eau. Parmi les nombreux sujets abordés, on citera le dessalement de l'eau de mer ; l'Eau, industrie et économie circulaire ; les nouvelles compétences et les métiers émergents dans le domaine de l'environnement ; la réutilisation des eaux usées épurées et enfin la qualité des tubes dans le secteur de l'hydraulique.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

23^e ÉDITION DU SIPSA-FILAHA 2025

Plus de 750 exposants attendus à Alger

Le compte à rebours est lancé pour l'un des plus grands rendez-vous agricoles du continent africain. Du 26 au 29 mai 2025, le Palais des Expositions SAFEX à Alger accueillera la 23e édition du SIPSA-Filaha, un salon devenu incontournable pour les professionnels de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie. Plus de 750 exposants venus de 39 pays sont attendus cette année, confirmant la dimension internationale de cet événement au service de la souveraineté alimentaire.

Par Mourad A.

C'est un moment clé pour l'agriculture algérienne et africaine. Le SIPSA est bien plus qu'un salon, c'est un moteur de coopération Sud-Sud et d'innovation dans les secteurs agricoles stratégiques, a déclaré le Dr Amine Bensemmane, président de l'incubateur FilahaInnov, lors de la conférence de presse de lancement du SIPSA-Filaha 2025, organisée ce samedi au « Fayet Club » de Ouled Fayet. Depuis sa création il y a 23 ans, le SIPSA-Filaha s'est imposé comme la vitrine de l'agriculture algérienne et maghrébine, en intégrant progressivement des dynamiques africaines et internationales. Cette année, la dimension africaine est renforcée avec la participation active de plusieurs pays du continent, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Des workshops et salons y ont

d'ailleurs été organisés, dans une logique affirmée de coopération Sud-Sud. « L'Afrique doit échanger ses savoirs et ses innovations. Cette année, nous mettons l'accent sur la mise en réseau des expertises africaines », a souligné le Dr Bensemmane. Cette édition 2025 met en avant le cinquième concours de l'innovation agricole, axé cette année sur l'hydratation des artères agricoles, une initiative portée par l'incubateur FilahaInnov, fondé en 2021. Cet incubateur, pionnier dans le développement de projets liés à l'environnement et à l'agroalimentaire, devient un pilier central du salon. Le programme scientifique 2024-2025 prévoit également la mise en œuvre du programme OADIS, une initiative de développement agricole durable promue par la chercheuse Valérie Dessous, avec le soutien du Groupe de Réflexion FilahaInnov Internationale

(GRFI). Comme chaque année, le salon met en lumière des filières agricoles d'avenir. Pour 2025, l'accent sera mis sur l'olivier et le palmier dattier, deux cultures emblématiques de l'Algérie. Des concours, conférences et démonstrations valoriseront les innovations autour de ces filières, tant en matière de qualité que d'exportation. « L'olivier, par exemple, est au cœur d'un concours oléicole revu cette année pour encourager la qualité et l'ouverture à l'international », a précisé le Dr Bensemmane.

L'Italie, invitée d'honneur

L'Italie sera le pays invité d'honneur de cette 23e édition. Malgré un contexte politique complexe, les liens entre l'Algérie et l'Italie dans le domaine agro-industriel restent forts. Des délégations italiennes viendront présenter des solutions en ma-

tière de transformation agricole, de semences et d'équipements. « Les relations agro-industrielles avec l'Italie peuvent être relancées. C'est une opportunité de construire des partenariats concrets autour de la transformation locale », a estimé le président de FilahaInnov. Deux wilayas seront mises à l'honneur cette année : l'une du nord, El Tarf, et l'autre du sud, El Oued, afin de présenter leurs atouts agricoles et industriels. De plus, une deuxième édition de l'ouvrage sur l'agriculture saharienne, fruit d'une collaboration entre le collectif TORBA et le GRFI, sera dévoilée pendant le salon. Le SIPSA-Filaha 2025 s'annonce donc riche en innovations, échanges et perspectives. À travers ses concours, ses ateliers et ses invités internationaux, il confirme sa place centrale dans les politiques agricoles nationales et africaines.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

De la pomme de terre au palmier dattier, les leviers d'une souveraineté durable

Par M. A.

Alors que les crises sanitaires, climatiques et géopolitiques fragilisent les chaînes mondiales d'approvisionnement, l'Algérie poursuit sa quête d'autonomie alimentaire en misant sur des cultures stratégiques et résilientes. À l'occasion d'une conférence de presse consacrée au lancement de la 23e édition du salon SIPSA-Filaha 2025, Brahim Zitouni, vice-président du Groupe de Réflexion FilahaInnov (GRFI), a exposé une vision structurée pour instaurer une souveraineté alimentaire durable, en valorisant des filières agricoles clés telles que la pomme de terre, le palmier dattier et la tomate industrielle. « Nous devons passer d'un modèle de dépendance à un

modèle d'autonomie, capable de répondre à nos besoins vitaux, surtout en période de crise », a déclaré Zitouni. Premier pilier de cette stratégie : la pomme de terre, présentée comme une culture pivot dans le renforcement de la résilience alimentaire nationale. En cas de rupture d'approvisionnement en céréales, un domaine dans lequel l'Algérie reste structurellement déficitaire, cette culture offre une alternative crédible et rapide à produire. « Avec les techniques modernes comme la culture in vitro, l'hydroponie ou l'aéroponie, nous pouvons atteindre une réelle autonomisation en matière de production de pomme de terre, jusqu'à maîtriser la chaîne des semences », a affirmé le vice-président du GRFI. Autre levier

fondamental mis en avant : le palmier dattier. Trop souvent cantonné à la production de dattes de bouche, il recèle pourtant un potentiel industriel considérable, encore largement sous-exploité. « Le palmier peut tout donner : dattes, cosmétiques, compléments alimentaires, textile, cuir, bois, papier... Il suffit d'une vraie stratégie de transformation locale pour éviter l'importation de produits dérivés à forte valeur ajoutée », a souligné Zitouni. Ce « patrimoine vivant », selon lui, devrait être placé au service d'un modèle de développement intégré, alliant agriculture, industrie et environnement. Un constat récurrent concerne la sous-utilisation des outils de transformation agroalimentaire, notamment dans le secteur de la tomate industrielle. Les évaporateurs

déjà en place dans certaines unités de production pourraient être mobilisés pour transformer d'autres fruits et légumes, et ainsi améliorer la productivité sur l'ensemble de l'année. « Nos producteurs travaillent 45 jours par an sur la tomate. Pourquoi ne pas utiliser ces équipements pour traiter aussi l'abricot, la pêche ou la caroube ? », a-t-il questionné. La démarche promue par le GRFI ne s'arrête pas aux frontières de l'Algérie. Elle s'inscrit dans une logique panafricaine, fondée sur des forums régionaux, des conférences transsahariennes et des diagnostics partagés. Une conférence panafricaine sur la sécurité alimentaire, organisée en mai 2024 avec la participation de neuf pays sahéliens, a ainsi permis de poser les bases d'une autonomie ali-

mentaire régionale. « L'indépendance totale est difficile, mais une autonomie concertée est possible, surtout si l'on mutualise nos savoirs et ressources agricoles », a soutenu Zitouni. Enfin, cette stratégie repose également sur une philosophie de la connaissance appliquée à l'agriculture. Pour Zitouni, la souveraineté alimentaire ne peut être atteinte sans souveraineté cognitive. Il plaide pour une modernisation de la culture agricole traditionnelle, en conciliant savoir ancestral et innovation technologique. « La connaissance est une disposition culturelle. Elle commence dans nos campagnes, dans nos traditions, et se transforme en technologie quand elle est valorisée », a-t-il conclu.

PR MOHAMED CHERIF BELMIHOUB, MEMBRE DU GRFI

«La souveraineté alimentaire n'a pas de prix, mais elle a un coût»

Par M. A.

Invité à la conférence de presse marquant le lancement de la 23^e édition du SIPSA-Filaha 2025, le Pr Mohamed Cherif Belmihoub, membre du conseil du Groupe de Réflexion FilahaInnov (GRFI), a plaidé en faveur d'une stratégie nationale cohérente pour bâtir une souveraineté alimentaire durable. Un objectif ambitieux, mais qui, selon lui, ne saurait être atteint sans en assumer le prix : « La souveraineté n'a pas de prix, mais elle a un coût ». Aujourd'hui encore, 50 à 60 % des calories consommées par les Algériens sont importées, a rappelé le Pr Belmihoub. Cette dépendance, longtemps masquée par la rente pétrolière, devient insoutenable dans un monde de plus en plus instable. « Oui, nous avons les dollars pour importer. Mais encore faut-il que ceux qui détiennent les denrées veuillent bien nous vendre ». L'universitaire a mis en garde contre une vision passive de la sécurité alimentaire, qui ne

reposerait que sur le commerce extérieur. Pour lui, la souveraineté alimentaire doit être une priorité stratégique, au même titre que la souveraineté énergétique ou numérique. Dans son intervention, Pr Belmihoub a souligné que l'agriculture représente aujourd'hui 16 à 18 % du produit intérieur brut, soit trois fois plus que l'industrie manufacturière qui plafonne à 5 %. « L'agriculture est devenue la deuxième force économique du pays après les hydrocarbures. Et pourtant, elle reste peu valorisée technologiquement ». Il a estimé que près de 2 millions de travailleurs, permanents ou saisonniers, vivent du secteur, un chiffre qui devrait augmenter à mesure que les politiques d'aménagement du territoire s'intensifient. Pour lui, l'agriculture est aussi un levier de stabilisation sociale et de rééquilibrage spatial, notamment dans les vastes régions sahariennes. L'intervenant a dénoncé toutefois les dérives d'une agriculture du Sud peu enca-

drée et souvent gaspilleuse. Il raconte une anecdote marquante : un investisseur du Nord ayant laissé un puits couler durant trois mois dans le désert, simplement parce que le coût de l'arrêter était supérieur à celui de le laisser ouvert. « Ce n'est pas normal. Ce genre de pratiques doit cesser ». Il a alerté ainsi sur la surexploitation de ressources non renouvelables, eau, sol, énergie, qui menace la pérennité du modèle agricole algérien. « Quand on exploite une nappe phréatique comme on extrait du pétrole, on prépare l'assèchement futur ». L'un des points clés de son plaidoyer : la recherche appliquée. Pour le Pr Belmihoub, l'Algérie a longtemps séparé les chercheurs des praticiens agricoles, créant un fossé entre connaissance et action. « Il faut que la recherche se fasse là où elle est utile : sur le terrain. La science dans les tiroirs ne sert à rien ». Il a plaidé pour une intégration directe entre universités, centres de recherche agronomique et exploitations agricoles. Cela implique également une ré-

orientation partielle des subventions, souvent mal allouées, vers des projets de recherche concrets. Alors que le discours anti-subvention commence à se faire entendre dans certains cercles, Pr Belmihoub prend position sans ambiguïté : « Oui, l'agriculture est subventionnée. Et c'est normal. Peut-on développer le Grand Sud sans l'appui de l'État ? Non ». Il a appelé à un transfert intelligent des subventions, non pas à leur suppression, et met en garde contre les idéologies économiques qui négligent la dimension stratégique du secteur. « On ne retire pas la subvention. On la redirige ». Enfin, il est revenu sur un sujet qui lui tient à cœur : l'aménagement du territoire. Selon lui, l'Algérie, en raison de ses déséquilibres spatiaux et de la concentration urbaine, est probablement l'un des pays qui a le plus besoin d'une stratégie territoriale durable. « L'aménagement, c'est simplement mettre en rapport l'homme et son espace. Et aujourd'hui, l'agriculture peut être cet outil ».

MONNAIE

Le dollar accélère sa baisse malgré un emploi américain meilleur que prévu

Le dollar alourdit ses pertes vendredi, sur des prises de bénéfices, malgré des données montrant que le marché du travail américain n'a pas été autant affecté par la guerre commerciale en avril que le craignaient les analystes. Vers 14H25 GMT (16H25 à Paris), le billet vert perdait 0,66% face à l'euro, à 1,1365 dollar, et abandonnait 0,26% à la livre, à 1,3313 dollar. Selon des données officielles publiées vendredi, 177.000 emplois ont été créés le mois dernier aux États-Unis, moins qu'en mars (185.000, chiffre révisé à la baisse), mais plus que les 138.000 anticipés par le consensus du marché. Le taux de chômage est lui resté stable en avril aux États-Unis, à 4,2%, comme prévu. Il s'agit du premier rapport sur l'emploi américain «à couvrir la période depuis le Jour de la Libération», le 2 avril, quand Donald Trump a annoncé des surtaxes douanières massives, «et l'un des premiers points de données fiables à disposition», soulignent les économistes de la Deutsche Bank. Un rapport jugé «honorable» par Kathleen Brooks, de XTB, interrogée par l'AFP. Pour l'analyste, le repli du dollar s'explique plutôt par «des prises de bénéfices», car il est remonté «trop haut et trop vite cette semaine».

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or recule sur fond d’apaisement des tensions commerciales

Les cours de l'or s'apprêtaient vendredi à enregistrer leur plus forte baisse hebdomadaire depuis fin février, sous l'effet de l'apaisement des tensions commerciales qui réduit la demande d'actifs refuges. L'or au comptant était stable à 3.240,34 dollars l'once. L'or a perdu plus de 2 % cette semaine, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis

fin février. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,8 % pour atteindre 3.248,80 dollars. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a augmenté de 0,2 % à 32,47 dollars l'once, le platine s'est raffermi de 0,8 % à 966,08 dollars et le palladium a gagné 0,3 % à 943,50 dollars.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	410,00	430,00	+4,88	2,53	1,59	8,30	6,98	6750	2 902 500,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 401,00	1405,00	0,29	0,32	0,33	0,00	-	1070	1 503 350,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,82	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	1,36	1,32	12,10	5,43	6101	14 032 300,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,63	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	400,00	-1,23	-1,14	-7,31	2,01	-	353	141 200,00

FAO

Hausse de 1% des prix mondiaux des produits alimentaires en avril

Les prix des produits alimentaires ont progressé en avril dernier de 1% , par rapport au mois précédent, a indiqué vendredi, l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web. "La hausse des indices des prix des céréales, des produits laitiers et de la viande a compensé la baisse de ceux du sucre et des huiles végétales", explique la Fao. Globalement, l'indice des prix des produits alimentaires a gagné 7,6 % par rapport à sa valeur constatée, il y a un an, mais affichait encore un recul de 19,9 % par rapport à son niveau record de mars 2022, précise la même source. L'indice

des prix alimentaires de la FAO mesure les variations mensuelles des prix internationaux de cinq grands groupes de produits alimentaires : céréales, viande, produits laitiers, huiles végétales et sucre. L'indice des prix des céréales a progressé de 1,2 % par rapport au mois de mars, mais reste inférieur de 0,5 % à son niveau d'avril 2024. "Cette hausse mensuelle est le signe du renchérissement de toutes les principales céréales", explique la Fao. Quant à l'indice Fao des prix de la viande, il a enregistré 3,2 % de plus qu'en mars et 4,3 % de plus que sa valeur enregistrée il y a un an. L'indice de prix des produits laitiers a enregistré 2,4 % de

plus qu'en mars et 22,9 % de plus que sa valeur enregistrée il y a un an. Les prix internationaux des poudres de lait (lait écrémé en poudre et lait entier en poudre) ont également progressé, de 1,6 et 2,9 % respectivement. Au contraire, l'indice Fao des prix des huiles végétales, a cédé 2,3 % par rapport à mars, mais reste supérieur de 20,7 % à sa valeur de l'année dernière au même mois. Quant à l'indice Fao des prix du sucre, il a enregistré 3,5 % de moins qu'en mars, ce qui marque la deuxième baisse mensuelle consécutive de cet indice, dont la valeur est inférieure de 10,9 % à celle d'avril 2024, indique l'Organisation.

CONTRÔLE DES ACTIVITÉS MÉDICALES ET PARAMÉDICALES PAR DES NON-PROFESSIONNELS

Plus de 1500 infractions enregistrées

Les services de contrôle et de répression de la fraude relevant du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ont enregistré plus de 1500 infractions commerciales liées à l'exercice d'activités médicales et paramédicales par des non-professionnels, notamment au niveau des salons d'esthétique, de soins corporels et de coiffure. Dans des déclarations à la Radio algérienne, le directeur général de la régulation des activités au ministère, Ahmed Mokrani, a indiqué que depuis la campagne récemment lancée par le ministère dans le cadre de la lutte contre l'exercice illégal d'activités médicales et paramédicales par des non-professionnels, les services de contrôle ont effectué, jusqu'à présent, 9191 interventions, ayant abouti à l'enregistrement de 1595 infractions, à l'établissement de 1514 procès-verbaux judiciaires et à la fermeture de 110 locaux. Ces infractions concernent l'utilisation par des personnes non formées dans le domaine médical, d'instruments chirurgicaux et d'appareils spécifiques non autorisés, ainsi que de médicaments, pommades et produits médicaux non déclarés, dont certains périmés, a précisé le responsable, qui a appelé tous les commerçants à se

conformer aux activités définies dans leurs registres de commerce. Les opérations de contrôle menées par les services du ministère ont permis, selon M. Mokrani, la saisie de plus de 2,4 tonnes de divers produits utilisés dans les salons d'esthétique, de soins corporels et de coiffure, soit une valeur de 8,5 millions DA. Il a souligné la nécessité de mettre un terme aux campagnes publicitaires sur les réseaux sociaux visant à promouvoir des activités

commerciales illégales, notamment celles relatives aux soins corporels et à l'esthétique. Le responsable a annoncé la création de deux instances dans le cadre du nouvel organigramme du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, précisant que la première sera chargée d'encadrer le contrôle du commerce électronique, et la seconde dédiée au développement de tous les mécanismes relatifs au contrôle électronique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 28 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 Avril 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		متعل	أعلی	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	84	94	74	البطاطا
	Tomate	95	106	83	الطماطم
	Oignon sec	57	64	50	البصل الجاف
	Ail sec	615	703	527	الثوم الجاف
	Carotte	72	81	63	الجزر
	Navet	102	114	90	لفت
	Petit pois	164	184	143	الجبانة
	Fève verte	91	103	78	القول الاخضر
	Courgette	95	107	83	الكوسة
	Haricot vert	275	301	250	الفاصولياء الخضراء
Laitue	89	100	79	الخس	
Fruits frais	Orange	116	145	86	البرتقال
	Citron	126	151	100	الليمون
	Pomme locale	514	627	402	التفاح المحلي
	Datte	542	676	407	النمر
	Banane	451	460	438	الموز
	Fraise	307	354	259	الفراولة
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1764	1913	1614	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	365	377	352	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	13	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

EN PRÉSENCE DES PLUS IMPORTANTES ENTREPRISES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES

Le salon Batimatec 2025 s’ouvre aujourd’hui à Alger

C’est aujourd’hui, dimanche, que la 27^e édition du Salon International du Bâtiment, des Matériaux de Construction et des Travaux Publics « Batimatec » ouvre ses portes au Palais des Expositions à Alger, sous le Haut Patronage de Monsieur le Ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la ville.

Par Sirine R

S’étalant sur une surface d’exposition de 40 000 m², le salon phare des bâtisseurs, sera rehaussé par la participation des plus importantes sociétés nationales publiques et privées et un important nombre de sociétés étrangères représentant une quinzaine de pays, dont la Chine, la Turquie, l’Italie, le Portugal, l’Espagne. Coorganisé par la société Algeria exhibitions, filiale du groupe SAFEX et la Société Batimatec Expo le salon BATIMATEC est devenu au fil des éditions annuelles, le plus important rassemblement professionnel du secteur des BTP à l’échelle continentale. Toutes les branches du Bâtiment, des Matériaux de Construction et des Travaux Publics y sont représentées, indiquent les organisateurs dans un communiqué. En effet, le salon Batimatec offre, en plus des espaces d’exposition et de démonstrations professionnelles, un espace de réflexion et de débat, à travers un riche le programme de conférences

techniques, très prisées par les professionnels et les universitaires.

Un riche programme de conférences

Les conférences placées sous la supervision de plusieurs panels d’experts, dont des cadres du Ministère de l’Habitat de l’Urbanisme et de la Ville, porteront cette année sur les règles parasismiques algériennes (RPA 2024), dont la nouvelle définition de l’aléa sismique la géotechnique, ainsi que les structures en béton armé dans la nouvelle réglementation parasismique algérienne RPA2024. Aussi, il sera question lors d’une session intitulée « Géorisques » de débattre avec les experts du Laboratoire National de l’habitat et de la construction - LNHCB sur l’étude et l’évaluation des risques géologiques ayant un impact sur les infrastructures et le bâti en général. Les conférences aborderont en outre le thème de «la Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) en Algérie » à travers la « présenta-

tion des enjeux et des défis de la RSO, l’économie circulaire composante de la RSO au service du secteur des BTP, la RSO au service des politiques publiques, adéquation de la formation aux métiers du BTP pour le besoin du marché ». Les autres points inscrits à l’ordre du jour du programme de conférences concerneront le thème de l’architecture engagée (harmoniser patrimoine, paysage et solutions urbaines durables), celui des Villes et Climat : panorama de solutions pour un avenir urbain durable, la maîtrise de l’énergie, à travers les équipements efficaces dans le bâtiment, et l’intégration des énergies renouvelables dans nos villes et bâtiments. «De la terre aux polymères, les nouvelles voies de l’innovation architecturales» sera un autre thème sur lequel plancheront les participants qui aborderont en outre la question «des matériaux de construction et le savoir faire local comme gage de qualité architecturale», ainsi que «la promotion de l’innovation et du soutien

à l’écosystème entrepreneurial, et le développement durable en Algérie; tourisme, rationalité, et qualité du logement».

Concours de la Charette d’or

A noter également la tenue, lors de cette édition de Batimatec, de la 14^{ème} édition du concours national des jeunes architectes «La charrette d’Or» organisé par le collectif de la revue d’architecture «Vie de villes» qui sera encadré comme à l’accoutumée par un jury composé d’architectes et experts algériens de renommée internationale. La thématique s’articulera cette année sur «l’aménagement d’un pôle multimodal à l’entrée Est de la ville d’Annaba ». Une bonne opportunité pour les étudiants et jeunes architectes, de faire valoir leur savoir -faire, et démontrer leurs compétences et leur esprit d’innovation dans un domaine en perpétuelle évolution. La présentation des projets par les jeunes lauréats finalistes sera clôturée par l’attribution de prix par un

HOLCIM EL-DJAZAÏR REDONNE VIE AU VIEUX BÂTI

Quand tradition rime avec innovation

Par Mourad A.

À l’occasion du 27^e Salon International du Bâtiment, des Matériaux de Construction et des Travaux Publics (BATIMATEC), qui se tient du 4 au 8 mai 2025 à la SAFEX, Holcim El-Djazaïr met en avant son savoir-faire en matière de rénovation du patrimoine bâti. À travers ses solutions de pointe telles qu’Airium™, Tector®, et son approche circulaire via Geocycle™, l’entreprise affirme sa volonté d’allier innovation technologique, performance durable et préservation du tissu urbain algérien. Dans un pays où l’architecture raconte des siècles d’histoire, le bâti ancien représente un trésor inestimable. Façades dégradées, structures fragilisées, déficits thermiques : le patrimoine architectural algérien, riche mais vulnérable, nécessite des

interventions à la fois respectueuses et novatrices. Holcim El-Djazaïr répond à cet enjeu en proposant des solutions de rénovation responsables, conçues pour prolonger la vie des bâtiments tout en améliorant leur confort et leur efficacité énergétique. À l’occasion du Mois du Patrimoine (18 avril – 18 mai), Holcim El-Djazaïr réaffirme son engagement envers la préservation du patrimoine bâti national. En restaurant les édifices anciens à l’aide de matériaux adaptés, durables et respectueux de l’esthétique locale, l’entreprise participe activement à la transmission de notre mémoire architecturale aux générations futures.

Airium™ : isoler durablement et efficacement

Développée par le centre R&D de Holcim, Airium™ est une mousse mi-

nérale isolante à haute performance, produite localement à l’usine CMA Meftah. Elle se distingue par sa durabilité (plus de 100 ans), sa résistance au feu, absence de COV et son caractère 100 % recyclable. Légère, saine et facile à appliquer, elle constitue une solution idéale pour améliorer l’efficacité énergétique des bâtiments tout en réduisant significativement les pertes thermiques, sans en altérer le cachet architectural.

Tector® : restaurer et renforcer le bâti ancien

La gamme Tector® offre des mortiers techniques conçus pour la rénovation des façades, le renforcement structurel et l’étanchéité des terrasses. Adaptée aux spécificités architecturales du vieux bâti algérien, elle permet de conjuguer préservation du

style d’origine, solidité renforcée, esthétique assurée, et durabilité accrue. Ces produits ont déjà été mis en œuvre avec succès sur plusieurs sites emblématiques de la capitale et sur d’autres villes.

Geocycle™ : Du neuf à partir du vieux

Dans une logique d’économie circulaire, Holcim El-Djazaïr, via Geocycle™, valorise les déchets de construction et démolition en les transformant en ressources secondaires (granulats recyclés, liants alternatifs, composants béton). Cette démarche réduit l’impact environnemental et réintègre les anciens matériaux dans de nouvelles constructions, pour un secteur plus durable et innovant « La rénovation du vieux bâti est un levier stratégique pour bâtir un avenir urbain durable. Nos solutions

conjuguent innovation, responsabilité et attachement au patrimoine. Elles accompagnent les politiques publiques de réhabilitation et répondent aux aspirations des citoyens », déclare AdhamElSharkawy, Représentant de Holcim en Algérie. À travers ses solutions Airium™, Tector® et l’intégration de pratiques circulaires via Geocycle™, Holcim El-Djazaïr souhaite accompagner la transformation des villes algériennes en territoires plus durables, plus économes en énergie et fidèles à leur identité. En restaurant l’esthétique des immeubles, en renforçant leur performance thermique et en revalorisant les déchets du secteur, l’entreprise répond aux attentes des habitants, des professionnels et des institutions.

KNAUF ALGÉRIE

Vers l’exportation de 6 millions de m² de plaques de plâtre d’ici fin 2025

Par R. E.

À l’occasion du salon Batimatec 2025, Knauf Algérie, leader dans la fabrication de produits et systèmes à base de plâtre et d’isolation, réaffirme son engagement en faveur du dynamisme du secteur de la construction et contribue activement au développement économique et durable du pays. Forte de son ancrage local avec des équipes 100 % algériennes, Knauf Algérie a consolidé sa position de pilier industriel grâce à l’extension de son usine. Un investissement de plus de 50 millions d’euros a permis de doubler sa capacité de production, atteignant désormais 35 millions de m² de plaques de plâtre et 600 000 tonnes de plâtre par an. Cette montée permet de répondre efficacement aux besoins croissants du marché national tout en accompagnant les grands projets structurants du pays. Parallèlement, Knauf Algérie accélère son dé-

veloppement à l’international. En 2024, l’entreprise a exporté plus de 5 millions de m² de plaques de plâtre vers l’Afrique et le bassin méditerranéen, avec pour objectif d’atteindre 6 millions de m² exportés d’ici fin 2025. « Notre croissance industrielle témoigne de notre confiance dans le potentiel économique de l’Algérie. Avec notre dynamique exportatrice, nous contribuons activement à la valorisation du "Made in Algeria" sur les marchés régionaux, en phase avec les orientations des hautes autorités de l’état », souligne El Hadi Iskander, Directeur Général de Knauf Algérie. Knauf Algérie présentera lors du salon ses dernières innovations en matière d’isolation thermique et acoustique, ainsi que ses systèmes constructifs durables. Ces solutions, désormais produites localement, répondent aux normes internationales en matière de transition écologique tout en s’adaptant aux spécificités du marché algérien. « Auparavant importées, ces innovations sont aujourd’hui développées localement, réduisant ainsi les

délais et les coûts pour les professionnels. Nos produits permettent de construire plus rapidement, plus économiquement et avec une meilleure performance énergétique, pour un confort de vie optimal», explique le Directeur Général. Conscient des enjeux liés à l’emploi et à l’entrepreneuriat, Knauf Algérie déploie des initiatives ambitieuses en faveur des jeunes professionnels et des start-ups du BTP. En partenariat avec des associations professionnelles, universités et centres de formation algériens, l’entreprise propose des programmes de formation et d’accompagnement pour favoriser la montée en compétences dans les domaines de la construction sèche à base de plaque de plâtre et de finition. Chaque année, près de 2 000 architectes et artisans sont formés à travers ses centres dédiés à Oran, Sétif et Alger, ainsi que via une caravane itinérante couvrant les 58 wilayas. Au-delà de son excellence industrielle, Knauf Algérie place l’humain au cœur de sa stratégie en menant des actions concrètes en faveur des

communautés locales. L’entreprise s’engage notamment dans des projets sociaux et éducatifs, comme la promotion du sport scolaire, la préservation de l’environnement et des forêts et des actions de solidarité. Knauf Algérie agit tout en ayant les générations futures à l’esprit par la réduction de l’empreinte carbone de ses activités, la préservation des ressources naturelles utilisées dans le processus de fabrication et la réhabilitation des carrières au fur et à mesure de leur exploitation notamment par la plantation, le reboisement et la pérennisation de la biodiversité. Ces engagements reflètent sa volonté de contribuer au développement durable et inclusif des régions où elle opère, renforçant ainsi son ancrage territorial et sa stratégie à très long terme en Algérie. « Pour nous, réussir ne se limite pas aux performances économiques. C’est aussi avoir un impact positif sur la vie des Algériens, en particulier dans les zones où nous sommes implantés », conclut M. Iskander.

SÉTIF

Ouverture du 6ème salon national de l'e-commerce et des services en ligne

La sixième édition du salon national de l'e-commerce et des services en ligne (Ecsel Expo) s'est ouverte jeudi au palais des expositions El Maabouda de Sétif avec la participation de 60 exposants des deux secteurs public et privé de plusieurs wilayas. Dans une déclaration à l'APS, la chargée de communication de cet événement économique, Asma Makhbar, les organisateurs du salon Ecsel Expo 2025, tenu sous l'égide du ministère de l'Economie de la connaissance des start-up et des micro-entreprises et la wilaya de Sétif, ont choisi de le tenir à Sétif après l'organisation de trois éditions à Alger et deux à Oran pour accompagner l'intense dynamique commerciale que connaît cette région. La manifestation de trois jours comprend divers stands animés par des start-up, des entreprises de l'e-commerce, des institutions financières, des assurances et Algérie Télécom, a relevé la même source. Le riche programme du salon prévoit également des conférences-débats animées par des experts et des initiations spécialisées en e-commerce pour favoriser les échanges d'expérience et conclure des marchés dans le domaine du commerce en ligne qui enregistre un grand développement dans le monde. Zoheir Boualit, représentant d'une entreprise privée de fabrication de motocycles installée à Bejaia, a souligné que son stand a connu un engouement notable des jeunes, estimant que pareilles manifestations présentent des opportunités multiples aux entreprises, aux investisseurs et aux opérateurs économiques pour mettre en exergue leurs produits, services et potentialités.

TRAITEMENT DE LA CATARACTE À MILA

Deux cents patients opérés gratuitement

L'Établissement Public Hospitalier (EPH) Frères Maghlaoui de la ville de Mila, accueille, du jeudi 1er au dimanche 4 mai, une caravane médicale d'ophtalmologie pour la réalisation d'opérations chirurgicales au profit de patients souffrant de la cataracte.

La mission médicale est dirigée par le professeur en médecine et chirurgien Karim Benchihab du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Benbadis de Constantine. Avant-hier, jeudi 1er mai, il a indiqué à L'Est Républicain que son équipe va réaliser 200 opérations pendant son séjour à l'EPH de Mila. « La caravane a examiné un ensemble de 1.200 personnes lors de la préparation de cette mission. La pathologie a été confirmée chez 800 patients mais à des stades de gravité différents. L'équipe chirurgicale a retenu les dossiers de 200 malades pour cette fois-ci. Les autres malades seront pris en charge prochainement », nous dira le professeur La-

chehab, en précisant que deux autres missions médicales sont prévues dans cette wilaya pendant les quatre prochains mois. La présente caravane est composée de huit chirurgiens du CHU de Constantine, du secteur privé et d'un praticien de nationalité chinoise, selon notre interlocuteur. Quant aux équipements et instruments d'intervention, ils ont été ramenés des CHU de Constantine et de Batna, car l'EPH de Mila ne dispose pas encore d'un service d'ophtalmologie. Pour sa part, le directeur de cet établissement hospitalier, Oussama Boussaâ, nous a indiqué que cette caravane est organisée par l'EPH Frères Maghlaoua, le président de la com-

mission de la santé et de l'environnement de l'Assemblée Populaire de Wilaya (APW) de Mila, le docteur Amar Kachoud et le professeur Karim Lachehab, en partenariat avec l'association Ibsar. Quant à ses objectifs, ils consistent à satisfaire les patients démunis de la région en soins ophtalmologiques et renforcer l'idée de création d'un service d'ophtalmologie à Mila, selon le directeur de l'établissement. Approchés dans la salle d'attente du bloc opératoire, des candidats à la chirurgie ont loué cette initiative et salué ses initiateurs, en expliquant qu'elle est venue à point nommé pour les délivrer d'un mal qui les hante depuis des années.

ORAN

Mise en service de l' EPH d'El Kerma de 60 lits

Le secteur de la santé de la wilaya d'Oran s'est renforcé avec la récente mise en service de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de la commune d'El Kerma, d'une capacité de 60 lits, a-t-on appris, auprès du directeur local de la santé et de la population, Hadj Boutouaf. Cette nouvelle structure sanitaire constitue un des projets dont a bénéficié la wilaya d'Oran ces dernières années, a indiqué M.

Boutouaf dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon international de l'optique et de la lunetterie qui se poursuit vendredi. Cet établissement de santé comprend plusieurs spécialités, telles que la chirurgie générale, la gynécologie-obstétrique, la chirurgie orthopédique et la pédiatrie, a-t-il détaillé relevant que la nouvelle infrastructure dispose de toutes les nécessités, notamment un laboratoire et des

équipements de radiologie. L'EPH d'El Kerma est également doté d'un service d'urgences médicales et chirurgicales, qui épargne désormais le transfert des patients vers les grands établissements de santé, le CHU "Dr. Benzerdjeb" et l'EHU "1er Novembre 1954" du chef lieu de la wilaya. Le directeur de la santé et de la population a rappelé que la wilaya d'Oran est devenue "un pôle

sanitaire régional d'excellence" après avoir bénéficié, ces dernières années, de plusieurs projets importants, comme le centre de traumatologie à Oued Tielat, l'hôpital des grands brûlés et l'hôpital de Gdyl, outre les projets en cours de réalisation, tels que l'institut du cancer, l'hôpital de la tête et du cou à Oran et l'hôpital des maladies pulmonaires et allergiques à Bethioua.

OUARGLA

Une récolte de plus de 371.000 qx de céréales attendue cette saison

Une récolte de 371.107 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya d'Ouargla, au titre de l'actuelle saison agricole (2024-2025), a-t-on appris de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette production prévisionnelle concerne le blé dur (326.074 qx), le blé tendre (22.230 qx), l'orge (18.220 qx), l'avoine (4.340 qx) et le triticale (270 qx), a expliqué la cheffe

du service de l'organisation de la production et de l'appui technique (SOPAT) à la DSA, Fatiha Boubekri. Cette saison, la superficie consacrée à la céréaliculture s'élève à 8.328 hectares (ha), répartis sur plusieurs périmètres agricoles dans les daïras de Hassi -Messaoud (5.047 ha), N'goussa (1.884 ha), Sidi-Khouiled (1.100 ha) et Ouargla (297 ha), a-t-elle ajouté. La wilaya d'Ouargla compte 102 céréalicul-

teurs activant dans ces périmètres agricoles équipés de systèmes d'irrigation, dont 287 pivots et 15 kits d'arrosage, selon les données de la DSA. La surface dédiée à cette filière stratégique a connu une hausse significative par rapport à la saison agricole écoulée (2023-2024), qui n'avait pas dépassé 5.816,5 ha, avec une production estimée à 222.157 qx, a-t-on encore signalé de même source.

BATNA

30 participants à la 1ère exposition des produits de la ferme et de l'artisanat

Pas moins de 30 artisans et producteurs, dont des femmes au foyer, issus de plusieurs communes de la wilaya de Batna, participent depuis jeudi à la première édition de l'exposition de produits agricoles et de l'artisanat. Cette manifestation de 3 jours, inaugurée par le wali de Batna, Mohamed Benmalek, se tient dans la zone d'Oued Lazreg, non loin de l'événement nord de la ville de Batna, à l'initiative de la direction du tourisme et de l'artisanat et la chambre de l'artisanat et des métiers, en coordination avec plusieurs directions, dont les ser-

vices agricoles, la jeunesse et les sports, ainsi que des associations actives dans le domaine du tourisme et de l'artisanat traditionnel. Les visiteurs peuvent, au cours de cette manifestation, découvrir les secrets de l'extraction d'huiles naturelles à partir d'herbes de montagne, le séchage de légumes et de fruits, la préparation de fromage et de produits laitiers traditionnels, la production de jus naturels, la trituration d'olives, l'apiculture, l'aviculture et la poterie. Le directeur du tourisme et de l'artisanat, Abdelouahab Mamou, a souligné

que cette exposition vise à promouvoir les produits de l'artisanat afin d'en favoriser la commercialisation, à rapprocher les produits agricoles du citoyen, à promouvoir le tourisme en impliquant les associations et les acteurs du domaine et à créer des opportunités d'échange d'expériences entre les artisans et les producteurs, notamment les femmes au foyer productrices, et à œuvrer à la compétitivité du produit local. En marge de l'exposition qui a attiré un grand nombre de visiteurs dès les premières heures de son ouverture, des specta-

cles folkloriques ont été organisés, ainsi que des campagnes de sensibilisation à la préservation de l'environnement, d'autant que l'exposition est organisée en plein air, à proximité d'une zone forestière très prisée des familles. Le chef de l'exécutif local, saluant l'initiative, a instruits les responsables concernés à l'effet de réunir les conditions nécessaires à la réussite de l'événement et à sa pérennisation, d'autant, a-t-il souligné, que l'exposition se tient sur un site connaissant de l'animation tout au long de l'année.

La baisse des prix des produits de base pourrait atténuer les risques inflationnistes engendrés par les tensions commerciales

D'ici 2026, les prix mondiaux des produits de base devraient chuter à leur niveau le plus bas depuis six ans. Selon la dernière édition du Commodity Markets Outlook de la Banque mondiale, la concomitance d'un ralentissement de la croissance économique et d'une offre pétrolière abondante devrait faire chuter les prix mondiaux des produits de base à leur plus bas niveau depuis le début de la décennie. Si cette baisse est de nature à atténuer à court terme les risques d'inflation engendrés par la hausse des barrières commerciales, elle pourrait également entraver les perspectives de progrès économique dans deux économies en développement sur trois.



Les prix mondiaux des produits de base devraient diminuer de 12 % en 2025, puis encore de 5 % en 2026, pour descendre à des niveaux inédits depuis 2020. En valeur nominale, les prix resteront plus élevés qu'avant le début de la pandémie. Si l'on tient de l'inflation, ils devraient toutefois tomber pour la première fois en dessous de la moyenne qui prévalait entre 2015 et 2019. Cette baisse marquerait la fin de l'envolée des prix favorisée par le rebond de l'économie mondiale après la pandémie de COVID-19 et l'invasion russe de l'Ukraine en 2022.

La détérioration des perspectives de croissance est le dernier en date d'une série de chocs qui ont frappé l'économie mondiale au cours d'une décennie qui apparaît extraordinairement mouvementée pour les marchés des produits de base. La volatilité des prix des matières premières n'a jamais été aussi élevée depuis au moins les années 1970. Il reste à voir si cela marquera le début d'une ère plus agitée pour ces marchés, mais la conjonction de tensions commerciales, de conflits, de risques géopolitiques et de chocs climatiques fréquents rend cette possibilité plus probable.

« La hausse des prix des matières premières a été une aubaine pour de nombreux pays en développement, dont les deux tiers en sont exportateurs, souligne Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement. Mais nous assistons aujourd'hui à un niveau de volatilité des prix inédit depuis plus de 50 ans.

La conjugaison de cette forte volatilité avec des prix bas est source de difficultés. Les économies en développement devront prendre trois mesures pour s'en prémunir : premièrement, rétablir la discipline budgétaire ; deuxièmement, créer un environnement plus favorable aux entreprises pour attirer les capitaux privés ; et, troisièmement, libéraliser le commerce chaque fois que possible. »

Les prix mondiaux des produits de base sont en baisse depuis 2023, ce qui a contribué à contenir l'inflation dans le monde. Ainsi, en 2022, la flambée des prix de l'énergie avait alimenté l'inflation mondiale à hauteur de plus de 2 points de pourcentage. Toutefois, en 2023 et 2024, la baisse des prix de l'énergie a permis de réduire les poussées inflationnistes. Cette tendance à la baisse devrait s'intensifier cette année, ce qui pourrait atténuer certains des effets de la hausse des droits de douane dans les grandes économies. Les prix de l'énergie devraient décliner de 17 % cette année et atteindre leur plus bas niveau en cinq ans, avant de baisser encore de 6 % en 2026. Les prix du Brent devraient avoisiner les 64 dollars le baril en 2025, soit une baisse de 17 dollars par rapport à 2024, et s'établir à 60 dollars seulement en 2026. Les prix du charbon devraient chuter de 27 % cette année et de 5 % supplémentaires en 2026, sous l'effet du ralentissement de la consommation de ce combustible pour la production d'électricité dans les économies en développement.

Ces prévisions reposent sur les anticipations de fléchissement de la croissance économique et de ralentissement à long terme de la demande mondiale de pétrole. En 2025, l'offre mondiale de

pétrole devrait dépasser la demande de 0,7 million de barils par jour. L'adoption rapide des véhicules électriques a fait baisser la demande de pétrole : en Chine, plus grand marché automobile au monde, plus de 40 % des nouvelles voitures achetées l'année dernière étaient des véhicules à batterie ou hybrides. C'est près de trois fois plus qu'en 2021.

Les prix des aliments devraient fléchir de 7 % en 2025 puis de 1 % en 2026. En dépit de cette baisse, les estimations des Nations Unies indiquent que l'insécurité alimentaire aiguë va s'intensifier cette année dans certaines des zones les plus durement touchées au monde, pour s'étendre à 170 millions de personnes dans 22 économies très vulnérables. La baisse des prix des denrées devrait soutenir quelque peu les efforts d'aide alimentaire, en particulier dans un contexte de diminution des financements dans l'humanitaire. Mais elle ne permettra pas de remédier aux causes profondes de la faim, qui sont en grande partie enracinées dans les conflits.

Le prix moyen de l'or, placement de choix pour les investisseurs en quête d'une « valeur refuge », devrait atteindre un niveau record cette année, avant de se stabiliser en 2026. L'or jouit d'un statut particulier parmi les actifs, son prix augmentant souvent en période d'incertitude géopolitique et politique, y compris en cas de conflit. Durant les deux prochaines années, son cours devrait rester supérieur de 150 % environ à la moyenne des cinq années précédant la pandémie de COVID-19. En revanche, le prix des métaux industriels devrait baisser en 2025-26, à la suite du

fléchissement de la demande dans un contexte de tensions commerciales croissantes et d'essoufflement persistant de l'immobilier en Chine.

Dans un dossier spécial, le rapport fait état d'une intensification des fluctuations des prix des produits de base dans les années 2020. Or des cycles si marqués peuvent nuire à la discipline budgétaire et à la croissance économique à long terme. Depuis 1970, la durée moyenne de ces cycles était d'environ quatre ans, les périodes de repli étant généralement plus longues que les périodes de boom. Toutefois, entre 2020 et 2024, cette durée a été réduite de moitié.

« Les prix des matières premières ont connu des fluctuations en dents de scie depuis le début des années 2020 : ils se sont effondrés avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19, puis ont atteint des niveaux records après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avant de replonger, explique Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. Cette volatilité pourrait devenir la norme dans une nouvelle ère marquée par les tensions géopolitiques, l'essor de la demande de minéraux critiques et des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes. Pour parvenir à surmonter les fluctuations à répétition des prix des produits de base, les économies en développement devront constituer des marges de manœuvre budgétaires, renforcer leurs institutions et améliorer le climat de l'investissement afin de faciliter la création d'emplois. »

Source : Communiqué de presse Banque mondiale (29 avril 2025)

GAZ MÉDITERRANÉEN

L’Égypte parie sur ExxonMobil pour relancer sa production

Avec les défis auxquels l’Égypte fait face dans le secteur de l’Énergie, notamment le gaz, le gouvernement multiplie les initiatives particulièrement la monétisation des ressources situées dans des zones encore peu exploitées.

L’Égypte veut trouver de nouveaux gisements gaziers commercialement viables et a signé un memorandum d’accord avec la multinationale ExxonMobil en vue de coopérer sur l’exploration et potentiellement l’exploitation des blocs Cairo et Masry, situés en Méditerranée. Selon les informations relayées mardi 29 avril, l’objectif est de poser les bases d’un nouveau cadre de travail destiné à relancer l’exploration gazière dans des zones d’intérêts jugées à la fois comme complexes et encore peu prospectées. Concrètement, le memorandum signé permettrait à l’entreprise américaine de mieux connaître le potentiel des sous-sols marins de ces régions pour lesquelles une étude sismique 3D sur plus de 11 000 km² est déjà disponible.

Si les résultats sont concluants, ExxonMobil pourrait alors préparer un plan de développement intégré des blocs Cairo et Masry, avant de passer à une phase d’exploitation qui pourrait aider l’Égypte à faire face à ses besoins en gaz de plus en plus en croissants.

Cette initiative s’inscrit dans la stratégie plus large du ministère du Pétrole et des Ressources minérales de l’Égypte visant à moderniser les mécanismes contractuels, afin de rendre l’environnement plus attractif pour les grandes compagnies.

En 2023, la production de gaz naturel du pays a en effet chuté à 59,3 milliards de mètres cubes, soit une baisse de 11,5 % par rapport à l’année précédente, atteignant au passage son niveau le plus bas depuis 2017. En particulier, le champ de Zohr découvert en 2015 et représentant une part significative de la production, est en déclin en raison de problèmes d’infiltration d’eau.

Si l’accord reste préliminaire, il marque une inflexion notable dans la manière dont le pays entend structurer ses partenariats, en combinant incitations, stabilité réglementaire et visibilité sur le long terme. Cette approche s’inscrit dans un mouvement plus large, comme en témoigne le lancement récent d’une campagne de forage dans le golfe de Gharib, dans le désert oriental.

D’ici un an, 75 nouveaux puits doivent y être forés pour augmenter la production de 7500 barils par jour. Un projet porté par la société publique EGPC qui mobilise déjà des plateformes modernes.

AFRIQUE DU NORD

La FAO alerte sur une menace acridienne au moment critique des récoltes

En Afrique du Nord, la sécheresse qui dure depuis plus de six ans représente un véritable casse-tête pour les gouvernements en ce qui concerne l’agriculture. À cette contrainte climatique qui compromet la productivité des exploitations, s’ajoute désormais une menace d’invasion acridienne.

La FAO tire la sonnette d’alarme sur une recrudescence inhabituelle de l’activité de criquets pèlerins en Afrique du Nord. Dans un communiqué publié sur son site le 29 avril, l’organisation onusienne indique que cette activité acridienne s’est intensifiée entre fin février et mars, avec l’arrivée de groupes d’adultes et de petits essaims dans le centre de l’Algérie, l’ouest de la Libye et le sud de la Tunisie.

« En raison de conditions écologiques favorables, la saison actuelle de reproduction printanière connaît des infestations nettement plus importantes que d’ordinaire. Les vents et les précipitations ont favorisé la migration vers le nord des criquets pèlerins depuis le sud de l’Algérie, le nord du Mali, le Niger et le Tchad », explique la FAO.

D’après Cyril Piou, responsable du suivi et des prévisions acridiennes, les premiers signes de ponte et de forma-

tion de bandes larvaires ont déjà été détectés, laissant présager une multiplication des essaims dès le mois de mai.

Dans les pays d’Afrique du Nord, la saison de récolte céréalière commence généralement au mois de mai et dure environ deux à trois mois. La menace supplémentaire des invasions de criquets pèlerins fait planer le spectre d’une perturbation de l’offre alimentaire dans la région déjà confrontée à une sécheresse qui dure depuis plus de six ans et affecte la productivité agricole.

Dans son rapport « Perspectives des récoltes et situation alimentaire », publié en mars dernier, la FAO projetait déjà que la récolte globale de céréales en Afrique du Nord en 2025 devrait se situer en dessous de la moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années, en raison des conditions climatiques sèches.

Alors qu’un seul kilomètre carré d’es-saim représente jusqu’à 80 millions de criquets, capables de consommer autant de nourriture qu’une ville moyenne, l’organisation appelle les pays de la région (Maroc, Algérie, Tunisie et Libye) à lancer d’urgence des campagnes de prospection au sol et à mobiliser les équipes de lutte. Au-delà de la menace immédiate sur les récoltes, l’enjeu est aussi économique et social. Une perte significative de production mettrait à rude épreuve les stocks nationaux, accroîtrait les besoins d’importation et exposerait les ménages les plus vulnérables à une pression accrue sur les prix.

Plus largement, la résurgence de la menace acridienne met en lumière la nécessité d’investir dans des systèmes d’alerte précoce et des mécanismes de réponse rapide. Sans ces outils, chaque saison agricole reste à la merci d’un essaim imprévisible.

SELON GASTAT

L’Arabie saoudite enregistre une hausse de 26% de l’IDE net

Les investissements directs étrangers nets en Arabie saoudite ont atteint 22,1 milliards de riyals saoudiens (5,89 milliards de dollars; 1 dollar = 0,88 euro) au quatrième trimestre 2024, soit une hausse de 26% par rapport aux trois mois précédents, selon des données officielles récemment publiées.

Selon l’Autorité générale des statistiques, ce chiffre est le plus élevé de l’année, dépassant les 15,5 milliards de riyals saoudiens observés au cours

des trois premiers mois de 2024, les 19 milliards de riyals saoudiens enregistrés au cours du deuxième trimestre et les 17,5 milliards de riyals saoudiens observés au cours du troisième trimestre.

L’Arabie saoudite vise à attirer 100 milliards de dollars d’IDE par an d’ici la fin de la décennie, car elle cherche à faire des progrès significatifs dans la diversification de son économie et à réduire sa dépendance aux revenus du pétrole brut, qui dure depuis des dé-

cennies.

En ce qui concerne les entrées, Gastat a révélé que 23,8 milliards de riyals saoudiens ont été reçus au cours des trois derniers mois de 2024, marquant une augmentation de 17 pour cent par rapport au troisième trimestre.

La valeur des sorties d’IDE s’est élevée à 1,8 milliard de riyals saoudiens au cours du quatrième trimestre, soit une baisse de 39% par rapport aux trois mois précédents.

La valeur nette totale de l’IDE

au quatrième trimestre a diminué de 13 pour cent par rapport à la même période de 2023, où le chiffre s’élevait à 25,5 milliards de riyals saoudiens.

Par rapport au dernier trimestre de 2023, la valeur des entrées a diminué de 11% au cours des trois derniers mois de 2024.

Gastat a ajouté que la valeur des flux sortants a enregistré un taux de croissance de 20 pour cent par rapport à la même période de 2023.

POUR DYNAMISER LE SECTEUR DU TRANSPORT

La Tunisie relance les projets ferroviaires bloqués

Dans une tentative d’accélération des chantiers d’infrastructure stratégique, la cheffe du gouvernement Sarra Zaâfrani Zenzri a présidé ce vendredi un nouveau round de travail de la commission supérieure de pilotage des projets publics, dédié aux retards persistants dans le secteur du transport.

Trois grands dossiers ont été au cœur des discussions, illustrant à la fois l’en-

jeu logistique national et les lenteurs bureaucratiques freinant leur avancement. Le premier concerne la réhabilitation complète de la ligne ferroviaire n°6 reliant Tunis à Kasserine, l’un des tronçons les plus importants pour désenclaver l’ouest du pays. Le projet, en attente de concrétisation depuis plusieurs années, a fait l’objet d’un ordre ferme de lancer immédiatement tous ses composants.

Deuxième dossier urgent : le doublement de la ligne ferroviaire n°22, dans sa section reliant Moknine à la station de Sidi Massoud, soit un tronçon de 22 kilomètres. Un démarrage rapide du premier lot de travaux a été exigé.

Troisièmement, le gouvernement veut moderniser les lignes de transport de phosphates, ressource stratégique dont le potentiel est entravé par un réseau vétuste. Une nouvelle dynamique

est appelée à travers des travaux de rénovation des rails spécialisés dans l’acheminement de cette matière première vitale pour les exportations.

Le plan comprend également l’acquisition de 18 nouvelles rames pour renforcer le trafic du TGM (Tunis – La Goulette – La Marsa), une ligne historique du Grand Tunis, de plus en plus sollicitée mais confrontée à une dégradation marquée du matériel roulant.

CAPITAL-INVESTISSEMENT

L’Afrique, marché émergent le plus attrayant pour 54% des General Partners

Le rapport souligne un optimisme prudent auprès des investisseurs en ce qui concerne les perspectives du paysage africain du capital-investissement durant les prochaines années, malgré les inquiétudes liées à la volatilité des monnaies sur le continent et les incertitudes géopolitiques mondiales.

54% des General Partners (GP), une catégorie d’investisseurs qui participent à la gestion des fonds de capital-investissement, pensent que l’Afrique sera plus attrayante que tous les autres marchés émergents au cours des cinq prochaines années, selon un rapport publié le jeudi 17 avril 2025 par l’Association africaine de capital-investissement et du capital-risque (AVCA). Intitulé « AVCA Investors Sentiment & Outlook 2025 », le rapport se base sur une enquête réalisée auprès des deux catégories d’investisseurs dans le paysage africain du capital-investissement : les General Partners, un terme qui désigne principalement les sociétés de gestion d’un fonds d’investissement, et les Limited Partners (LP), soit les investisseurs apportant des capitaux à une société de capital-risque ou à une firme de private equity dans l’espoir de générer un bénéfice, sans participer à la gestion opérationnelle des véhicules d’investissement. Les investisseurs sondés sont basés dans toutes les régions du monde.

Le rapport révèle que 59% des GP sont optimistes quant à l’activité d’investissement en 2025, et que les levées de fonds constituent la première priorité de 71% d’entre eux. Plus de 65% de répondants appartenant à cette même catégorie d’investisseurs ont cité l’Afrique du Sud et le Kenya comme étant les marchés les plus attrayants, loin devant l’Egypte et le Nigeria (environ 50% des investisseurs interrogés pour chaque pays). L’énergie (50%), les biens de consommation (49%) et les soins de santé (45%) sont cités comme étant des cibles prioritaires. La principale préoccupation macroéconomique des General Partners reste la volatilité des taux de change sur le continent (84% des répondants). Viennent ensuite les politiques de l’administration américaines (59%), en particulier en ce qui concerne les gels de financement orientés vers des organisations et des institutions qui « dérisquent » habituellement les investissements en Afrique. Le rapport montre en outre que 56% des

Limited Partners sont optimistes quant à l’activité d’investissement en 2025, même si 20% d’entre eux se disent optimistes quant aux perspectives de sortie. Une écrasante majorité (plus de 90%) de ces investisseurs qui ne sont pas actifs dans la vie des fonds d’investissement prévoient d’ailleurs de maintenir ou d’augmenter l’allocation de capitaux à l’Afrique au cours des trois prochaines années. Le private equity et le capital-risque restent dominants dans les plans d’allocation (56% des objectifs en matière d’allocation de capitaux), mais les véhicules d’investissement spécialisés dans les infrastructures et la dette privée gagnent aussi en popularité. Le co-investissement apparaît comme la principale opportunité d’investissement pour les Limited Partners (70%), alors que le secteur financier reste le plus attractif à leurs yeux (60%). La volatilité des devises (76%) et les incertitudes géopolitiques croissantes (72%) sont par ailleurs les principales préoccupations macroéconomiques de cette catégorie d’investisseurs.

CENTRAFRIQUE

L’Etat revoit ses ambitions à la hausse pour le 2^e trimestre 2025

Les fonds que la RCA entend mobiliser serviront à couvrir les besoins d’investissement courant de l’Etat, et à financer certains projets contenus dans le Plan national de développement. Le ministère des Finances et du Budget de la République centrafricaine (RCA) a révisé son calendrier d’émissions de titres publics pour le deuxième trimestre 2025, apprend-on dans une note rendue publique le mercredi 30 avril 2025 par la Banque des Etats de l’Afrique centrale (BEAC). Ce nouveau programme prévoit une levée de fonds comprise entre 93,5 mil-

liards FCFA (161,9 millions \$) et 113,5 milliards FCFA sur le marché de la BEAC contre des prévisions initiales de 70 à 90 milliards FCFA. Cette levée de fonds se fera à travers des obligations assimilables du Trésor (OAT) de 3 et 5 ans et des bons assimilables du Trésor (BAT). Pour maximiser l’efficacité de ces émissions, elles recourront à des techniques telles que la syndication domestique, le rachat et l’adjudication/abondement, renforçant ainsi la gestion de la dette et l’attractivité des titres proposés sur le marché. Selon les autorités centrafricaines, ce réajustement vise à

soutenir les projets de développement du pays. « Le marché est en notre faveur et le pays est en chantier. Nous émettons les longues maturités pour financer les projets de développement en cours qui pourront impacter la croissance économique durant le deuxième semestre », a expliqué à l’Agence Ecofin, Dieu-Béni-Socrate Djamawa-Endjikpeno, chef de service de négociation, renégociation d’emprunts et émission des titres publics. Il a également souligné que la notation financière en monnaie locale par Bloomfield Investment a renforcé

la confiance des investisseurs, illustrant une démarche transparente dans la gestion des finances publiques du pays. « Cette transparence accompagnée par les réalisations des investissements structurants (bitumage de toute la capitale et des axes clés du pays, électricité permanente, augmentation des points d’eau potable, construction des lycées et écoles...) ont donné confiance aux investisseurs qui préfèrent investir dans les titres du Trésor public centrafricain », poursuit-il.

IRRIGATION

Le Burkina Faso mobilise 10 millions \$ pour construire un barrage à Bama

Au Burkina Faso, comme c’est le cas dans les pays du Sahel, l’agriculture est principalement pluviale, rendant les agriculteurs vulnérables à la sécheresse. Le gouvernement s’est récemment engagé à accélérer ses investissements dans l’irrigation pour soutenir sa politique de souveraineté alimentaire. Au Burkina Faso, le gouvernement vient d’entamer les travaux de construction d’un nouveau barrage agricole à Diaradougou, dans le département de Bama, situé dans la région des Hauts-Bassins. L’annonce a été

faite dans un communiqué publié le 25 avril dernier sur le site du ministère de l’Agriculture et des Ressources animales. D’un coût total de 6 milliards de francs CFA (10,4 millions \$), cette nouvelle infrastructure financée par le budget de l’Etat sera dotée d’une capacité de stockage de 10 millions de m³ d’eau pour permettre l’irrigation de 1 260 hectares de terres agricoles et assurer une production agricole continue tout au long de l’année dans la région. « Ce projet s’inscrit dans la dynamique de renforcement de la souveraineté alimen-

taire du Burkina Faso, en favorisant une agriculture irriguée résiliente et durable », peut-on lire dans le communiqué. Cet investissement devrait contribuer à renforcer la production agricole dans la région des Hauts-Bassins qui se positionne déjà comme la deuxième région productrice de céréales du pays derrière la Boucle du Mouhoun, concentrant 15 % de la récolte nationale qui a atteint 5,1 millions de tonnes en 2023/2024. Par ailleurs, cette région est également la première zone productrice de cultures ma-

raîchères du pays, selon les données compilées par l’Institut national de la statistique et de la démographie (Insd). Plus largement, ce projet s’aligne sur les récents engagements pris par le Burkina Faso et cinq autres pays du Sahel lors du « Forum Dakar+10 » en faveur de l’intensification de l’irrigation agricole. Toutefois, la marche reste encore longue dans la mesure ou 55 000 hectares étaient équipés pour l’irrigation au Burkina Faso, selon les estimations de la FAO en 2022, soit moins de 1 % de la superficie des terres cultivées.

TCHAD

Une usine d’égrenage de coton de 8 millions \$ entre en service à Gounou Gaya

Le Tchad est le 2ème producteur de coton en Afrique centrale après le Cameroun et un membre des pays dits du Coton-4 (C-4) avec le Bénin, le Burkina Faso et le Mali, qui dépendent fortement de cette matière première. Au Tchad, l’industrie cotonnière se développe avec l’entrée en service d’une nouvelle unité d’égrenage située dans la ville de Gounou Gaya. D’un coût total de 5 milliards de francs CFA (8,6 millions \$), cette installation inaugurée le mardi 29 avril par le Premier ministre Allah Maye Halina, est l’œuvre de la société Coton Tchad qui détient le monopole d’achat de coton graine dans le pays. Cette unité de première transformation industrielle est dotée d’une capacité de traitement de 18 200 tonnes de coton graine par an. Selon les informations relayées par le quotidien local Al Wihda, cet investissement permet à la société Coton Tchad d’augmenter de 10 % la capacité totale d’égrenage de coton dont elle dispose dans le pays. Globalement, l’entrée en service de cette installation offre un nouveau débouché d’écoulement sûr pour les producteurs de coton qui devraient être encouragés à accroître leur investissement dans le secteur et à produire davantage. Il s’agit d’une bonne nouvelle pour la filière cotonnière tchadienne, qui a connu une campagne 2024/2025 difficile. Selon les dernières projections de l’interprofession rapportées par le Programme régional de production intégré du coton en Afrique (PR-PICA) dans son bulletin d’information, la récolte de coton graine au Tchad est attendue à 80 287 tonnes en 2025. Cette prévision, si elle se confirme, signifierait une baisse de 28 % par rapport à la production de la campagne précédente (111 262 tonnes). Pour la filière tchadienne, le défi sera donc de relancer la production au cours de la prochaine campagne pour tirer profit du développement des capacités de première transformation industrielle à travers le pays.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit la semaine en forte hausse

Les Bourses européennes ont terminé en nette hausse vendredi, l'optimisme après des données meilleures que prévu sur l'emploi aux États-Unis et l'apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ayant atténué les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale.

À Paris, le CAC 40 a pris 2,33% à 7.770,48 points. À Francfort, le Dax a avancé de 2,49% et à Londres, le FTSE 100 a progressé de 1,17%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur une hausse de 2,35% et le FTSEurofirst 300 a crû de 1,75%. Stoxx 600, qui a effacé vendredi les pertes subies depuis l'annonce des droits de douane américains massifs au début du mois d'avril, a gagné 1,68%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 3,08% et le CAC 40 3,11%. L'Europe a terminé la semaine sur une note optimiste, le soulagement apporté par des chiffres de l'emploi américains meilleurs que prévu ayant atteint les marchés du Vieux continent dans un contexte de craintes concernant l'état de la première économie mondiale. L'économie américaine a créé 177.000 emplois en avril, plus que prévu, alors que les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne 130.000 créations nettes, ce qui témoigne d'un marché du travail encore résilient malgré la politique commerciale erratique du président Donald Trump. Même si certains analystes soulignent qu'il est trop tôt pour voir l'effet des politiques de Donald Trump - qui a célébré cette semaine les 100 premiers jours de son second mandat à la Maison blanche -, le rapport sur l'emploi a déjà modifié les estimations des traders, qui parient désormais sur le fait que la Réserve fédérale (Fed) attendra juillet pour reprendre ses baisses de taux d'intérêt, alors qu'ils pensaient auparavant qu'une baisse en juin était plus probable. Le risque bénéficiait déjà ces dernières heures de l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales entre Washington et Pékin, alors que le ministère chinois du Commerce dit être en train "d'évaluer" une proposition de Washington en vue d'organiser des pourparlers au sujet des surtaxes. La possibilité d'une désescalade a éclipsé les avertissements de plusieurs entreprises de premier plan, dont Apple, sur la hausse des coûts provoquée par le protectionnisme américain.

VALEURS
À Paris, le titre Airbus a signé vendredi une des plus fortes hausses du CAC 40 (+5,3%) après que l'avionneur européen a annoncé mercredi des résultats trimestriels dépassant les attentes et confirmé ses objectifs pour 2025. Ailleurs en Europe, Shell a pris 2%, malgré la baisse de son bénéfice trimestriel, qui reste toutefois au-dessus des attentes. La banque néerlandaise ING, qui a annoncé vendredi le lancement d'un nouveau programme de rachat d'actions et a publié un bénéfice supérieur aux attentes pour le premier trimestre, a progressé quant à elle de 7,3%.

A WALL STREET
A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 1,17%, le Standard & Poor's 500 avance 1,34% et le Nasdaq Composite progresse de 1,48%. Apple, qui a estimé jeudi que ses coûts augmenteraient d'environ 900 millions de dollars au trimestre se terminant en juin en raison des droits de douane. L'action du fabricant de de l'iPhone recule de 3,8%. Les indicateurs du jour En zone euro, la hausse de la production manufacturière en avril au rythme le plus rapide en un peu plus de trois ans a également soutenu la tendance positive, alors que les trois plus grandes économies du bloc, l'Allemagne, la France et l'Italie, montrent des signes de reprise. Sur le front des prix, l'inflation s'est maintenue stable dans la zone euro en avril, mais les pressions sous-jacentes sur les prix ont augmenté plus que prévu, une situation susceptible d'inquiéter certains responsables de politique monétaire, bien que la guerre commerciale puisse justifier de nouvelles réductions des taux d'intérêt.

CHANGES
Le dollar, qui reculait déjà plus tôt dans la journée avec les signes d'un apaisement des tensions commerciales, poursuit ses pertes après la publication du rapport sur l'emploi aux États-Unis, qui a renforcé le goût du risque. Le billet vert perd 0,41% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro gagne 0,28% à 1,1323 dollar.

Taux
Les rendements des obligations de la zone euro ont progressé vendredi, suivant les mouvements de leurs hoomologues du Trésor américain après la publication de bons chiffres sur l'emploi, et alors que les opérateurs ont réduit leurs paris sur les réductions de taux de la Banque centrale européenne (BCE) face aux signes d'apaisement des tensions commerciales. Le rendement du Bund allemand à dix ans affiche 8,1 points de base à 2,5200%. Le deux ans affiche 7,2 points de base à 1,7680%. Aux États-Unis, les rendements du Trésor américain augmentent également, portés

par les données plus fortes que prévu de l'emploi américain, ce qui a conduit les traders à réduire les paris sur une baisse des taux de la Fed en juin. Le rendement des Treasuries à dix ans avance de 7,7 points de base à 4,3083%. Le deux ans prend quant à lui 10,6 à 3,8075%
Pétrole
Les prix du pétrole continuent de baisser, les investisseurs se positionnant avant la décision attendue de l'Opep+ d'augmenter la production. Le Brent recule de 1,51% à 61,19 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) perd 1,81% à 58,17 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Avril 2025

Valeur : 02 Mai 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.2877	132.3027
1	EUR	EURO		150.4905	150.5208
1	GBP	POUND STERLING		177.0209	177.1120
100	JPY	JAPANESE YEN		92.6320	92.6489
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2139	18.2170
1	CHF	SWISS FRANC		160.2904	160.3863
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6112	95.6428
1	DKK	DANISH KRONE		20.1581	20.1629
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7368	13.7454
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7685	12.7752
1	AED	UAE DIRHAM		36.0143	36.0213
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2673	35.2732
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.7484	431.9383
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0431	44.4857
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2694	14.2711
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.1194	24.2433
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3131	3.3234
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.5344	179.5344

OPTIMISTE APRÈS L'EMPLOI AMÉRICAIN

Wall Street termine la semaine en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi, portée par un vent d'optimisme après la publication de chiffres de l'emploi américain meilleurs qu'attendu et la possibilité de négociations commerciales entre Pékin et Washington. Le Dow Jones a gagné 1,39%, l'indice Nasdaq 1,51% et le S&P 500 1,47%, cet indice effaçant toutes ses pertes depuis le 2 avril, date à laquelle Donald Trump a annoncé une vague de droits de douane prohibitifs ciblant les partenaires commerciaux de Washington. La publication, avant l'ouverture, des données sur l'emploi américain pour le mois d'avril "a fait l'effet d'une bombe (...), Wall Street étant rassurée sur la solidité de l'économie", note Jose Torres, d'Interactive Brokers. Ce nouvel indicateur montre que "les

données économiques concrètes ne corroborent toujours pas les pires craintes du marché concernant les droits de douane", relève auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com. Le taux de chômage est resté stable le mois dernier dans la première économie mondiale, à 4,2%, selon le ministère du Travail. Les Etats-Unis ont créé 177.000 emplois sur la période, moins qu'un mois plus tôt (185.000, chiffre révisé à la baisse), mais plus que ce qui était envisagé par les marchés (autour de 133.000, selon le consensus publié par MarketWatch). Ce sont les premières données officielles sur l'emploi couvrant la période suivant la spectaculaire annonce du président Donald Trump d'une montagne de nouvelles taxes sur les produits importés aux Etats-

Unis. Les derniers chiffres de l'emploi n'ont "toujours pas vraiment capturé l'entièreté de l'impact réel des droits de douane", souligne Patrick O'Hare. Mais, souligne l'analyste, "le marché se permet d'adopter une approche optimiste, sachant qu'il y a beaucoup de négociations commerciales en cours". La Chine a annoncé vendredi "évaluer" une proposition de négociations émanant de Washington. Le président américain Donald Trump a lui assuré qu'il y avait "de très fortes chances" que les deux pays parviennent à un accord. De son côté, le Japon a salué jeudi des "discussions franches et constructives" avec l'administration Trump, à l'heure où Tokyo prépare d'éventuelles concessions et évoque l'arme des bons du Trésor.

Peuve que l'optimisme gagne la place américaine, "les opérateurs se tournent vers les actifs à risque en achetant des actions dans tous les secteurs (...) tout en réduisant leur exposition au billet vert, aux bons du Trésor", assure Jose Torres. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt des emprunts d'Etat américains à dix ans se tendait nettement à 4,31%, contre 4,22% jeudi en clôture. Par ailleurs, la saison des résultats continue de battre son plein. Le géant Apple a accusé le coup (-3,84%) après avoir publié jeudi des résultats supérieurs aux attentes pour les trois premiers mois de l'année, mais prévenu qu'il s'attend à un bond de ses coûts au deuxième trimestre du fait des droits de douane américains. Amazon (-0,12%) n'a pas profité de

résultats meilleurs qu'attendu au premier trimestre, soutenus par le dynamisme de l'informatique à distance (cloud) et de l'intelligence artificielle (IA). Le groupe a été quelque peu lésé par des prévisions inférieures aux projections du marché, affectées par un contexte incertain. L'application d'apprentissage des langues Duolingo a bondi de plus de 21% après avoir revu à la hausse ses prévisions à la fois pour le deuxième trimestre et l'année complète. L'éditeur américain de jeux vidéo Take-Two Interactive, la maison mère de Rockstar Games, a plongé de 6,66% après avoir annoncé vendredi le report du très attendu "Grand Theft Auto VI" ("GTA VI"), nouvel opus de la série de jeux vidéo d'action, au 26 mai 2026.

DROIT DE DOUANE

Le Japon salue des discussions franches et constructives avec les Etats Unis

Chahuté par les nouveaux droits de douane américains, le Japon prépare d'éventuelles concessions pour amadouer l'administration Trump, tout en gardant l'arme des bons du Trésor.

Le négociateur japonais chargé de trouver une issue sur les droits de douane américains a affirmé avoir eu jeudi "des discussions franches et constructives" avec l'administration Trump à Washington, à l'heure où Tokyo prépare d'éventuelles concessions et évoque l'arme des bons du Trésor. "Nous avons pu progresser sur des discussions concrètes concernant le développement des échanges commerciaux bilatéraux, les mesures non tarifaires, la coopération économique et sécuritaire", a indiqué à la presse le ministre de la Revitalisation économique Ryosei Akazawa. Ce dernier s'est entretenu avec le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent, qu'il avait déjà rencontré mi-avril en compagnie du président américain Donald Trump. Proche allié de Washington et première source d'investissements étrangers aux Etats-Unis, le Japon est visé depuis début avril par des surtaxes douanières américaines de 25% sur l'automobile et l'acier. Or, l'automobile représente presque 30%

des exportations japonaises à destination des États-Unis. Le Japon est également menacé d'une surtaxe "réciproque" de 24% sur toutes ses exportations, en pause jusqu'à début juillet. Une taxe-plancher de 10% s'applique déjà. Un prochain cycle de "négociations ministérielles intensives" est prévu à partir de mi-mai, a précisé Ryosei Akazawa, qui espère conclure en juin un "accord d'ensemble" couvrant tous les sujets. "Nous n'avons pas encore atteint le stade où nous pouvons trouver des terrains d'entente", a tempéré vendredi le Premier ministre, Shigeru Ishiba, tout en saluant des discussions "positives et constructives". Pour échapper aux droits de douane prohibitifs, le Japon pourrait proposer d'acheter davantage de maïs et de soja américains, d'assouplir les règles sur les voitures américaines importées, et de poursuivre les discussions sur le développement de gisements de gaz naturel liquéfié (GNL) en Alaska. Et ce afin de "rééquilibrer" son colossal excédent commercial de 68,5 milliards de dollars

avec les Etats-Unis. Selon les médias japonais, les futures discussions pourraient se concentrer sur l'automobile et les produits agricoles. Mais "nous n'avons aucune intention de négocier d'une manière qui porterait atteinte à l'intérêt national", a insisté Ryosei Akazawa. Il a par ailleurs assuré que la question des relations commerciales Japon-Chine n'avait pas été abordée jeudi. Pékin a récemment mis en garde les pays jouant "l'apaisement" avec les Etats-Unis contre tout accord commercial qui compromettrait ses propres intérêts. "Nous entretenons des relations commerciales très solides avec la Chine" tout comme avec les États-Unis, "et nous continuerons de suivre avec grand intérêt l'évolution des relations sino-américaines", a simplement commenté Ryosei Akazawa. Par ailleurs, a-t-il affirmé, les négociations n'ont pas non plus touché aux questions de sécurité, alors que Donald Trump pointe souvent le coût de l'appui militaire des Etats-Unis au Japon, ni à la valeur de la devise nippone.

ETATS UNIS

Trump assure que l'économie va décoller mais reconnaît un risque de récession

Donald Trump a assuré vendredi que ses choix politiques allaient, au bout du compte, dopper l'économie américaine, tout en reconnaissant l'existence d'un risque de récession dans un premier temps. Le produit intérieur brut des Etats-Unis s'est contracté au premier trimestre 2025 (-0,3% en rythme annualisé), pour les débuts du second mandat du président, selon des chiffres publiés mercredi. "C'est une période de transition, et je pense que ça va super bien se passer", a déclaré Donald Trump à la chaîne NBC News, selon un extrait diffusé vendredi d'un entretien à paraître entièrement dimanche. Interrogé sur le risque d'une récession aux Etats-Unis, le président américain a répondu que "tout peut se passer." "Mais je pense que nous allons avoir la plus grande économie de l'histoire de notre pays. Je pense que nous allons observer le plus grand boom économique de l'histoire", a-t-il déclaré à NBC. Le milliardaire républicain a déclenché une guerre commerciale en imposant d'importants droits de douane à de très nombreux pays, faisant initialement chuter les cours à Wall Street. Mais les marchés ont terminé vendredi la semaine en hausse après des chiffres de l'emploi meilleurs qu'attendu.

ÉTATS-UNIS

Tous les colis chinois désormais frappés par des droits de douane punitifs

Depuis ce vendredi, les produits bon marché achetés sur des sites comme Temu ou AliExpress sont soumis à de lourdes taxes à l'entrée sur le territoire américain. Tous les colis venant de Chine, même ceux contenant des articles bon marché achetés en masse par les Américains, sont frappés depuis vendredi par des droits de douane punitifs aux États-Unis. Les colis en provenance de Chine et de Hong Kong

n'étaient jusqu'alors pas soumis à des droits de douane si leur valeur ne dépassait pas 800 dollars. Mais cette exemption, appelée «de minimis», a pris fin vendredi à 04H01 GMT dans le cadre de la guerre commerciale entre Pékin et Washington. Ce mécanisme avait notamment permis aux géants chinois du commerce en ligne Temu, Shein et AliExpress de se développer aux États-Unis en proposant vêtements, articles pour la maison et produits

électroniques à bas prix. Concrètement, les colis acheminés par les transporteurs privés comme UPS et FedEx sont désormais soumis à 145% de droits de douane, comme tous les produits chinois passant les frontières depuis début avril. Pour ceux convoyés par les services postaux, ils sont frappés soit par des droits de douane représentant 120% de leur valeur, soit par un forfait de 100 dollars. Ce forfait doit passer à 200 dollars le 1er

juin. Selon des constatations ce vendredi, les plateformes chinoises d'e-commerce, dont le modèle économique est ainsi remis en question, ont adopté des stratégies différentes. Chez AliExpress (groupe Alibaba), les produits arrivant directement de Chine coûtent subitement plus cher au moment de la validation du panier, des «charges d'importation» étant ajoutées. Par exemple, pour l'achat d'écouteurs affichés à 8,74 dollars, la

facture bondit de 12,67 dollars pour couvrir le nouveau droit de douane de 145%, portant le total à 21,41 dollars hors taxe locale et livraison. «Les produits issus de République populaire de Chine (ce qui inclut les produits de Hong Kong) destinés à être consommés aux États-Unis seront soumis à toutes les charges d'importations (...) conformément aux exigences réglementaires actuellement en vigueur aux États-Unis», est-il précisé.

UN GROUPE D'ACCOMPAGNEMENT A ÉTÉ CRÉÉ

L'Espagne et le Portugal coopèrent pour identifier l'origine de la méga-panne de courant

L'Espagne et le Portugal ont créé vendredi un «groupe d'accompagnement» conjoint visant à identifier la cause de la panne d'électricité géante qui a touché la péninsule ibérique lundi. «Nous allons collaborer pour identifier les causes de l'incident et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour que cela ne se produise pas à nouveau», a déclaré la ministre espagnole de la Transition écologique, Sara Aagesen, citée dans un communiqué

du gouvernement de Madrid après une réunion par visioconférence avec son homologue, la ministre portugaise de l'Environnement et de l'Énergie, Maria da Graça Carvalho. Les deux responsables se sont également mises d'accord pour agir de façon «coordonnée» concernant les informations que leurs pays transmettront aux instances européennes. Quatre jours après la coupure de courant qui a plongé les deux pays dans le chaos pendant plusieurs

heures, autorités et experts n'ont toujours pas avancé une explication officielle sur ses causes. «Il est très important de recueillir toutes les informations pour comprendre ce qui a été à l'origine de l'incident qui, comme vous le savez, est survenu sur le réseau espagnol» de transport d'électricité, a affirmé la ministre portugaise en réaffirmant la position prise par son gouvernement dès la première heure. «C'est quelque chose de très complexe et cela

va donc prendre un certain temps. Nous avons besoin de beaucoup de données pour comprendre exactement ce qui s'est passé», a-t-elle ajouté devant les médias locaux. Selon les autorités de Madrid, l'équivalent de 60% de la consommation électrique de l'Espagne, soit 15 gigawatts, a disparu en l'espace de cinq secondes lors de la panne, survenue lundi à 10H33 GMT, un phénomène qualifié d'«inédit» par l'exécutif.

SUR LA RECHERCHE EN LIGNE

Google est au plus bas depuis 10 ans

C'est un sursaut plutôt anodin, mais qui ne manquera pas de donner le sourire à la concurrence. Pour la première fois en 10 ans, la part de marché de Google tombe sous la barre des 90%.

Alors que Google est accusée de toutes parts d'entretenir un abus de position dominante sur le marché de la recherche en ligne, aujourd'hui les moteurs alternatifs se frottent les mains.

Un déclin lent mais continu

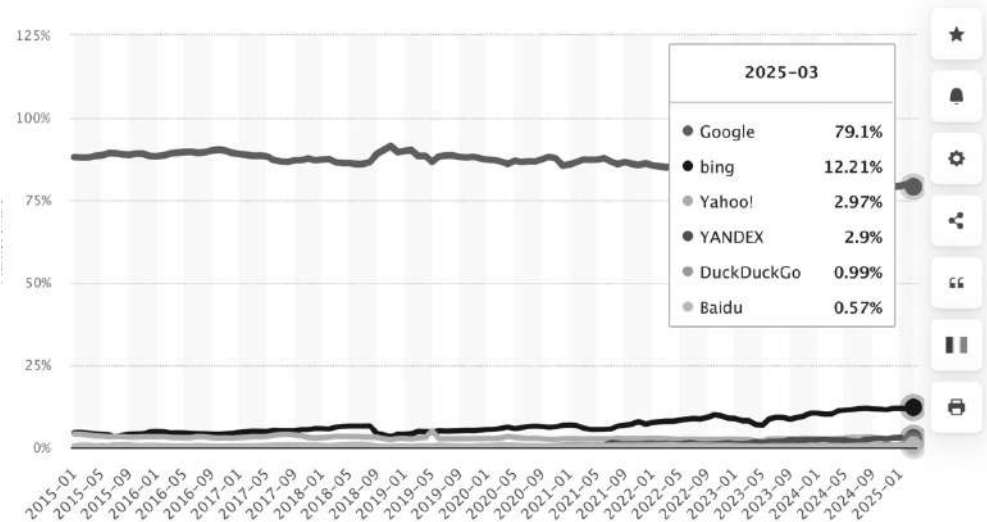
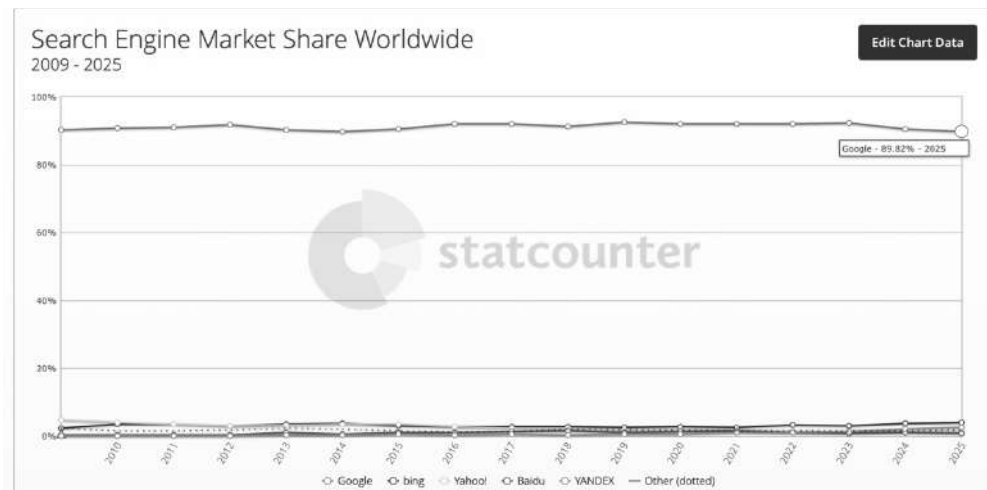
L'année 2025 marquera-t-elle un tournant pour Google ? Selon les dernières données publiées par StatCounter, la part de marché mondiale du géant californien est tombée à 89,7 % au mois de mars, un seuil jamais atteint depuis 2015. Sur le segment des ordinateurs de bureau, la chute est encore plus marquée : de 87,6 % en mai 2023 à 79,1 % en mars 2025, et même 77,8 % en Europe.

En France, tous terminaux confondus, la part de marché de Google est passée de 95,48% en 2009 à 87,67% en mars dernier. Encore une fois, si l'on s'en tient aux ordinateurs de bureau, la chute est encore plus vertigineuse dans l'Hexagone, puisque sur cette même période, le taux d'adoption de Google est passé de 95,46% à 74,91%. Selon un rapport de l'agence We Are Social, on dénombrait aujourd'hui environ 5,64 milliards d'internautes dans le monde, soit 68,7% de la population mondiale. Cela signifie donc qu'une perte d'un point seulement se traduit par des millions d'internautes ayant décidé de fermer la porte à Google pour choisir un service de recherche alternatif.

Rappelons que Statcounter s'appuie sur un panel de 1,5 à 3 millions de sites web partenaires ayant choisi d'installer son compteur HTML. Entre 10 et 15 milliards de pages web sont analysées chaque mois.

Les efforts des concurrents finissent par payer

S'ils paraissent presque anodins et limités à une poignée d'internautes, les moteurs de recherche alternatifs jouent donc leurs rôles en offrant des services souvent très centrés sur la vie privée. C'est notamment le cas de DuckDuckGo, Brave Search, StartPage ou Ecosia. En plein essor, ChatGPT et Perplexity en-



registrent en parallèle de fortes croissances et au-delà du simple chatbot, ils comptent bien s'inviter sereinement sur le marché de la recherche en ligne. ChatGPT compte désormais quelque 400 millions d'utilisateurs actifs chaque mois et OpenAI vise à atteindre le milliard d'ici à la fin de l'année. Mais le grand gagnant du déclin actuel de Google, c'est Bing avec une part de marché en pleine croissance depuis quinze ans. En 2010, le moteur de recherche de Microsoft revendiquait 2,09% contre 15,45% cette année. Il faut dire que la firme de Redmond a dégainé très vite la carte de l'IA en signant rapidement avec OpenAI. L'IA de

Copilot est désormais largement mise en avant au sein d'une nouvelle page d'accueil.

Les choses ne risquent pas de s'arranger pour Google. Aux États-Unis, l'entreprise est au cœur d'une enquête pour abus de position dominante. la justice pourrait forcer l'entreprise à revendre son navigateur Chrome considérée comme une formidable porte d'entrée sur son moteur de recherche. Google pourrait également ne plus être en mesure d'allonger des milliards de dollars à Apple chaque année pour venir intégrer son service comme moteur de recherche par défaut.

Le démantèlement de Google pourrait-il tuer Firefox ?

Le procès antitrust dans lequel Google se retrouve actuellement pourrait avoir des victimes collatérales. Et parmi elles, Firefox ! Google fait face en ce moment aux États-Unis au plus important moment de son existence, avec un procès antitrust qui pourrait l'obliger notamment à céder Chrome. Mais d'autres mesures antimonopolistiques ont aussi été évoquées devant la cour, comme la fin des accords passés par la firme de Mountain View avec les navigateurs web afin de faire de Google leur moteur de recherche par défaut. Et croyez-le ou non, ça ne ferait pas nécessairement le bonheur de la concurrence !

La grande majorité des revenus de Mozilla proviennent de Google

Google écrase le secteur des moteurs de recherche, avec quelque 66% de parts de marché au niveau mondial. Une position qu'il a obtenue notamment en devenant le moteur de recherche par défaut de nombreux navigateurs, et ce, en passant des accords lucratifs avec ces derniers. Des accords auxquels le département de la Justice voudrait mettre fin, afin de rendre la compétition plus juste. Sauf que, ces accords sont aussi très importants... pour ladite concurrence. C'est ce que vient de confirmer le patron de Mozilla devant la cour, qui a signé un de ces partena-

riats pour Firefox. D'après ses dires, Firefox représenterait 90% des revenus de Mozilla, et 85% des revenus de Firefox proviendraient de l'accord avec Google pour en faire le moteur par défaut du navigateur !

Remplacer l'accord avec Google serait difficile

De quoi comprendre l'inquiétude du Directeur administratif et financier de Mozilla, Eric Muhleim. Il a ainsi indiqué que la perte de ces revenus l'obligerait à effectuer des « coupes significatives dans l'ensemble de l'entreprise », et a même évoqué une décision qui pourrait « mettre Firefox sur la paille ». En effet, il serait difficile de trou-

ver un accord aussi lucratif pour Mozilla. La fondation a déjà eu des discussions avec Microsoft pour un éventuel accord qui, cette fois, ferait de Bing le moteur de recherche par défaut. Mais sans la concurrence de Google, Microsoft ne devrait pas proposer des sommes équivalentes à ce que touche aujourd'hui Mozilla, a défendu Eric Muhleim. Par ailleurs, Bing ne monétise pas le trafic aussi bien que Google. Enfin, il a expliqué qu'il serait difficile pour Mozilla de diversifier ses sources de revenus comme peut le faire Opera grâce aux publicités, à cause de son cadre de travail axé sur la préservation de la vie privée de l'utilisateur.

Source : The Verge

STMicroelectronics va supprimer 1 000 postes en France

Le fabricant de semi-conducteurs franco-italien, qui emploie 11 500 personnes en France, prévoit la suppression de 2 800 postes dans le monde, dont environ 1 000 dans l'Hexagone, selon Ici Touraine. L'annonce a été faite mardi aux syndicats lors d'un conseil social et économique. L'entreprise confirme qu'il s'agira de départs volontaires, étalés jusqu'à fin 2027. Les sites concernés ne sont pas encore identifiés. La CFDT exprime son "inquiétude", dénonçant une gestion fragile et des dispositifs de reconversion insuffisants. Cette annonce fait suite à la présentation il y a une quinzaine de jours du plan de restructuration évoqué depuis l'automne dernier.

Cast AI lève 108 M\$

La plateforme d'automatisation des environnements Kubernetes, a annoncé la clôture d'un tour de série C de 108 millions de dollars mené par G2 Venture Partners et SoftBank Vision Fund 2, avec la participation d'Aglaé Ventures - la société d'investissement en capital-risque de Bernard Arnault, le président-directeur général de LVMH. Les partenaires existants Cota Capital, Hedosophia, Creandum, et Vintage Investment Partners ont également remis au pot.

OpenTofu rejoint la CNCF.

Le fork de Terraform porté par la communauté open source après l'évolution du modèle de licencing d'Hashicorp vers BSL qui a fait polémique, rejoint la Cloud Native Computing Foundation. A noter que la CNCF exigeait que les projets membres utilisent la licence Apache 2.0, et non la Mozilla Public License (MPL) comme OpenTofu. Mais cet obstacle a toutefois été surmonté lorsque le conseil d'administration de la CNCF a approuvé une exception à sa politique de propriété intellectuelle, permettant ainsi à OpenTofu d'utiliser la licence MPL 2.0.

CRISE CHEZ TESLA

Elon Musk bientôt viré ?

Tesla traverse une période de turbulences marquée par une chute des ventes, des controverses politiques liées à son PDG Elon Musk, et des rumeurs sur un possible changement de direction. Bien que le conseil d'administration ait démenti toute recherche de successeur, les signaux d'alerte se multiplient et mettent en question la stabilité et l'avenir de l'entreprise.

Le 30 avril 2025, le Wall Street Journal a rapporté que le conseil d'administration de Tesla aurait engagé des cabinets de recrutement pour trouver un successeur à Elon Musk. Cette information, basée sur des sources anonymes, suggérait que la direction de l'entreprise s'inquiétait de l'implication croissante de Musk dans l'administration Trump, notamment à travers le Department of Government Efficiency (DOGE), et de son impact sur l'image de Tesla.

Un démenti officiel face à des rumeurs persistantes

En réponse, Robyn Denholm, présidente du conseil d'administration, a qualifié ces affirmations de "totalement fausses" sur le réseau X (anciennement Twitter), affirmant que le conseil avait "une grande confiance" en la capacité d'E. Musk à poursuivre le plan de croissance de Tesla. Elon Musk a également démenti ces informations, les qualifiant de "délibérément fausses" et dénonçant une "grave violation de l'éthique" de la part du journal. Mais en dépit de ces démentis, le contexte reste tendu. Des membres du conseil, dont le cofondateur JB Straubel, auraient rencontré des investisseurs pour les rassurer sur la gouvernance de l'entreprise. Par ailleurs, Robyn Denholm a récemment vendu pour plus de 32 millions de dollars d'actions Tesla, suscitant des inter-

rogations sur sa confiance réelle dans l'avenir de l'entreprise, alors qu'elle a elle-même été nommée à la présidence du conseil en 2018.

Earlier today, there was a media report erroneously claiming that the Tesla Board had contacted recruitment firms to initiate a CEO search at the company.

This is absolutely false (and this was communicated to the media before the report was published).

The CEO of Tesla is...
— Tesla (@Tesla) 1 mai 2025

Tesla dans la tourmente et des défis historiques

En fait, Tesla fait face à une série de problématiques encore jamais vu dans l'histoire de l'entreprise. Au premier trimestre 2025, le constructeur a enregistré une baisse de 71 % de son bénéfice net, atteignant 409 millions de dollars, et une diminution de 9 % de son chiffre d'affaires, à 19,3 milliards de dollars. Les livraisons mondiales de véhicules ont chuté de 13 % par rapport à l'année précédente, avec 336 681 unités livrées. Cette baisse des performances est attribuée à plusieurs facteurs, notamment la concurrence accrue des constructeurs chinois comme BYD, des problèmes de production, et une image de marque ternie par les prises de position politiques d'Elon Musk. En Europe, les ventes ont particulièrement souffert: en France, elles ont diminué de 59,4 % en



avril 2025 par rapport à l'année précédente, et en Allemagne, la baisse a atteint 76 % en février.

En plus, la proximité de Musk avec Donald Trump et son soutien à des partis d'extrême droite en Europe, comme l'AFD en Allemagne, ont suscité des protestations et des appels au boycott. Des incidents de vandalisme ont été rapportés dans des concessions Tesla, et des clients ont revendu leurs véhicules en signe de protestation.

Une stratégie d'avenir encore incertaine

Face à ces difficultés, Elon Musk mise sur une transformation stratégique de Tesla, en orientant l'entreprise vers l'in-

telligence artificielle et la robotique. Parmi les projets phares figurent le lancement de Robotaxis autonomes à Austin prévu pour juin 2025, et le développement du robot humanoïde Optimus. Elon Musk envisage également une nouvelle approche de production pour proposer un véhicule électrique moins cher sur la base d'un Model Y "à prix cassé" mais la commercialisation n'interviendrait pas avant 2026 et serait fonction du succès du Model Y restylé.

Quoiqu'il en soit, ces projets suscitent des interrogations. Les analystes soulignent que la réalisation de ces ambitions nécessitera des investissements massifs et une exécution sans faille, dans un contexte où la confiance des investisseurs est ébranlée. De plus, la concurrence dans le domaine des voitures autonomes s'intensifie, avec des acteurs comme Waymo ou Uber déjà bien positionnés. Aussi, la gouvernance de Tesla est scrutée de près. Des critiques récurrentes pointent un conseil d'administration trop aligné sur Musk, manquant d'indépendance. La récente vente d'actions par Robyn Denholm alimente ces préoccupations, tout comme le départ de cadres clés, tels que Vineet Mehta, responsable de l'architecture des batteries. Bref, si les démentis officiels sur un éventuel remplacement d'Elon Musk visent à rassurer, les signaux d'alerte se multiplient et ils ne semblent pas encore près de s'éteindre.

Voici le nouveau Jeep Compass

Grâce à une énième fuite sur internet, le nouveau Jeep Compass dévoile ses lignes définitives et donne même un aperçu sur l'habitacle de ce cousin des Opel Grandland, Peugeot 3008, 5008 et consorts.

Le nouveau Jeep Compass sera bientôt présenté officiellement mais les premières images du modèle définitif ont « fuité » sur la toile. Dans la foulée de ses cousins du groupe Stellantis, ce SUV basé sur la plateforme STLA Medium en reprend les spécifications principales mais adopte un design immédiatement identifiable.

Un vrai look de Jeep

On retrouve les gimmicks spécifiques à la marque américaine – passages de roues trapézoïdaux, calandre à 7 fentes, ailes musclées et capot doté de bossages nets. En sus, il présente des montants latéraux et un pavillon contrastés noirs qui étirent la ligne et permettent de « noyer » les rétroviseurs extérieurs, noirs eux aussi. L'empattement généreux et les porte-à-faux courts

contribuent au look 4x4 et promettent des angles d'attaque et de fuite propices au tout-terrain. Les faces avant et arrière ont généreusement recours au plastique noir ou anthracite pour amplifier le côté « rugueux » et aventurier de ce SUV familial. On notera la signature lumineuse postérieure en X décomposés, reliés par un fin bandeau juste interrompu par les lettres Jeep rétroéclairées en rouge également. Le travail sur l'aérodynamique reste soigné avec divers appendices permettant d'optimiser l'écoulement de l'air et donc l'efficacité et l'autonomie.

Dans l'habitacle, on retrouve des sièges conformes aux habitudes de la marque, ici contrastés avec un motif en relief sur l'assise et le dossier. L'écran central semble proche de celui de 16 pouces horizontal d'un Grandland et contraste donc avec l'immense dalle verticale du nouveau Citroën C5 Aircross. La planche de bord arbore un insert en bois (véritable ?) pour créer du lien avec le Grand Cherokee tandis que la console centrale enveloppante propose des commandes de « transmission » qui semblent



spécifiques. Probablement ce Jeep Compass bénéficiera-t-il de modes de conduite plus typés « tout-terrain » pour faire honneur à la réputation de la marque.

Électrique ou électrifié

Sur le plan « mécanique », la plateforme multi-énergies STLA Medium autorisera des variantes à moteur thermique avec hybridation – douce (e-Hybrid) ou rechargeable (e-Hybrid plug-in) – mais aussi des versions exclusivement électriques. Le label 4xe devrait être de la partie, comme pour le petit Jeep Avenger 4xe. Certes toutes les versions ne seront pas quatre roues motrices, mais à partir du moment où les Peugeot E-3008 et E-5008 ont droit à des variantes bi-moteur offrant 325 ch, il n'y a pas de raison que le Compass – au positionnement « américain premium » - n'y ait pas droit, en plus de la variante traction de 213 ch... De prime abord, deux batteries seront proposées avec 73 ou 97 kWh. Les spécifications précises attendront la présentation officielle.

Mots fléchés

Jeune poule				Contrat de travail en France (initiales)		Première page		Adiposité		l'artie d'un pain		Département français	
Dieu des mors		Postérieur										Dessus du panier	
								Tiret		Faisceau lumineux Plusieurs Leu			
Voile sans agiter les ailes		Apostiller		Canard nordique		Reproducteurs Vil							
					Fleuve italien		Mouette						
Contre les interférences Acide ribonucléique													Réputation
			Verso Situations				Cité légendaire Ourlets			Poète		Durillon	
Coupole Exhumer					Nouveaux soldats	Hélier Relatif au vent					Cobalt Ile française		
								Boisson visqueuse Erbium					
Fée dans la mythologie indienne	Pour unir Ordre d'oiseaux			Dieu des vents					Commune picarde Serait plaque de nos voisins (initiales)				
				Différentes institutions d'une religion Assassins							Voies citadines	Coiffure militaire	
Araire		Publie						Volle intégral l'première personne du singulier					
							Abri douillet		Lever le cul Lustrées				
Lettre grecque		Possessif Atome								Mèche rebelle Schulz-staffel			
			Mètre-seconde			Annonce la spécialité		Posa Heptiles sauriens					
Fibre textile Picrate					Décrets Département français						Singes	Astate	
			Sauvez nos âmes (initiales) Ivre				Envoyé du gouvernement (initiales)			Arrose St Omer Fin d'infinif			Prénom féminin
Accusé		Choisis		Crochet de boucher		Lorgnette							
							Purité Beau perroquet					Démonstratif	
Hâles	Sable mouvant Ruthénium					Imbécile Poste de commandement				Chaine info française (initiales) Sélénium			
					Frasées								
Usagée					Occasion				Villa italienne				

Les dates de retrait des convocations fixées

Les dates de retrait des convocations pour les candidats, scolarisés et libres, aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat session 2025 sont désormais fixées, selon un communiqué du ministère de l'Education nationale. Le retrait des convocations pour l'examen du BEM débutera le 4 mai et se poursuivra jusqu'au 3 juin 2025. Les candidats au Bac peuvent, quant à eux, retirer leurs convocations du 11 mai au 19 juin 2025, précise le ministère. Le retrait des convocations pour les candidats scolarisés se fera via la plateforme numérique des directeurs des établissements éducatifs, ou à travers l'espace des parents sur la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, ou encore sur les sites de l'Office national des examens et concours (ONEC) via les liens suivants : <https://bem.onec.dz> pour le BEM et <https://bac.onec.dz> pour le Baccalauréat, lit-on dans le communiqué. Pour les candidats libres, le retrait se fera sur les sites de l'ONEC via les liens susmentionnés.



LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION L'A SOULIGNÉ

«Le président de la République accorde un intérêt majeur à la presse nationale »

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a réaffirmé, samedi à Alger, l'intérêt majeur qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la presse nationale et aux métiers de l'information et de la communication. Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le ministre de la Communication a rappelé "l'intérêt majeur qu'accorde le président de la République à la presse nationale et aux métiers de l'information et de la communication" comme en témoignage, a-t-il dit, "la consécration de la tradition des entrevues périodiques accordées aux médias pour éclairer l'opinion publique". "Les hautes autorités du pays ont placé parmi leurs priorités la promotion de l'environnement médiatique pour une presse libre, responsable, plurielle, indépendante et respectueuse des règles de professionnalisme et de l'éthique et de la déontologie de la profession, au service d'une pratique démocratique à l'abri de toute forme de dérive", a ajouté M. Meziane. Organisée par le ministère de la Communication, cette cérémonie s'est déroulée en présence de membres du Gouvernement, de responsables de médias et de journalistes.

LUTTE CONTRE LE CANCER

La stratégie algérienne repose sur «la prévention et le traitement»

Synthèse R.E.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a affirmé, samedi à Alger, que la stratégie adoptée par l'Algérie dans le domaine de la lutte contre le cancer reposait sur la "prévention et le traitement", mettant en avant les efforts considérables consentis pour la réalisation et l'équipement des hôpitaux. Dans une allocution prononcée lors des Assises nationales de la prévention et de la lutte contre le cancer, le ministre a souligné que «la stratégie adoptée par l'Algérie en matière de lutte contre cette maladie depuis l'an 2020 repose sur deux axes, à savoir le traitement et la prévention», ajoutant que les établissements hospitaliers et les structures sanitaires ont été renforcés par «d'importants équipements, dans le but d'alléger la souffrance des patients, ce qui témoigne de la détermination de l'Etat à mobiliser toutes les ressources nécessaires à la prise en charge de cette maladie». A cet égard, le ministre a souligné que le secteur «compte 21 centres de lutte contre le cancer (CAC), outre la généralisation de la chimiothérapie à diverses les structures sanitaires, avec la

consécration de 50% du budget de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) à l'acquisition des produits pharmaceutiques spécifiques aux patients atteints de cancer». Concernant les accélérateurs, M. Saihi a relevé «l'enregistrement de 62 accélérateurs jusqu'à présent, ce qui renforcera le système par 29 accélérateurs en début de l'année prochaine», ajoutant que le secteur s'attache également à «à l'aspect préventif, en s'attaquant aux causes de cette maladie», à l'instar du "régime alimentaire et de la pollution». Pour sa part, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a souligné que le secteur assumait un «rôle pivot dans la prise en charge des patients atteints de cancer, en assurant des prestations en nature et en espèces liées au dépistage et au traitement, en sus des activités de sensibilisation et de prévention», rappelant l'octroi aux patients atteints de cancer non affiliés à la sécurité sociale de la carte "Chifa", ayant permis, selon lui, «jusqu'à mars 2025, une couverture gratuite des médicaments au profit de 2.158 malades, pour

un coût global avoisinant les 57 millions de DA». Il a également révélé «l'avancement des travaux d'élaboration d'un décret exécutif visant à définir la convention type entre les organismes de sécurité sociale et les établissements privés de radiothérapie au profit des enfants atteints de cancer», précisant que ce décret permettra de «réguler les dépenses liées à la radiothérapie ainsi qu'aux services annexes, y compris l'hébergement, la restauration et le transport». Pour sa part, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a affirmé que son secteur veillerait à «prendre en considération les recommandations issues des assises nationales de la prévention et de la lutte contre le cancer, notamment celles ayant trait au développement des médicaments anticancéreux et au suivi de leur disponibilité», soulignant «l'importance capitale» que ses services accordent aux médicaments innovants, tout en s'engageant à mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à «enregistrer les médicaments inscrits dans les programmes nationaux, afin de permettre aux patients l'accès à des traitements innovants».

INAPI

Augmentation des demandes de brevets d'invention

Le Directeur général de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), Abdelhafid Belmehti,

a souligné, samedi à Oran, la nette augmentation des demandes de brevets d'invention, au cours des dernières années, reflétant l'émergence d'une économie de plus en plus orientée vers la connaissance et l'innovation ". Dans une déclaration à l'APS en marge de la 4e édition du Salon international de l'optique et de la lunetterie, clôturé samedi à Oran, lors d'une conférence sur la propriété intellectuelle dans le domaine de l'optique, le responsable a indiqué que le nombre de demandes de brevets d'invention avait dépassé les 1.400 en 2024, la majorité émanant d'inventeurs et chercheurs algériens. A titre de comparaison, 1.100 demandes avaient été enregistrées en 2023, contre 600 en

2022. Le même responsable a rappelé que " durant la période 2012-2017, nous ne recevions que 200 à 300 demandes de dépôt par an ", attribuant cette tendance positive à plusieurs facteurs, notamment la création d'un ministère dédié aux startups et à l'économie de la connaissance. Il a souligné que les campagnes de sensibilisation dans les universités ont permis d'accroître la prise de conscience chez les chercheurs et les jeunes quant à l'importance de protéger leurs inventions. Concernant les secteurs les plus actifs en matière de brevets, M. Belmehti a indiqué que les produits parapharmaceutiques et cosmétiques (huiles essentielles,

procédés de fabrication, entre autres), ainsi que les domaines de la mécanique et de l'électronique, dominaient grâce aux efforts d'une nouvelle génération d'ingénieurs et d'inventeurs. Le responsable prévoit des perspectives encore plus prometteuses pour l'année 2025, affirmant que les résultats du premier trimestre confirment la poursuite de cette dynamique en hausse par rapport à 2024. Il a également souligné que cet élan ne concerne pas uniquement les innovations techniques, mais touche aussi les dépôts de marques, qui ont connu une forte progression, atteignant plus de 10.000 nouvelles demandes en 2024 contre seulement 800 l'année précédente.

IMPÔTS

Mise en place d'un nouveau service en ligne sur le portail Jibaya'tic

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dans un communiqué, la mise en place d'un nouveau service en ligne sur le portail électronique des procédures fiscales "Jibaya'tic". Ce service, destiné aux contribuables relevant de la Direction des grandes entreprises (DGE), permet de demander et d'obtenir des certificats d'existence (C20) et des extraits de rôles, au niveau du portail "Ji-

baya'tic", selon la même source. Ainsi, les contribuables concernés peuvent désormais solliciter en ligne, via leur espace privé de télé-déclaration et de télépaiement, ces deux documents et de les télécharger. Le nouveau service permet également aux tiers, de procéder en ligne à l'authentification des certificats d'existence (C20) délivrés par la DGE, ajoute la DGI.

PÉTROLE

L'Algérie augmente sa production à partir de juin

L'Algérie et sept autres pays de l'alliance "Opep+", ont décidé une nouvelle augmentation de leur production pétrolière à partir de juin prochain, accélérant ainsi leur plan de levée progressive des réductions volontaires, selon un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence, regroupant les huit pays qui appliquent ces réductions volontaires décidées

en avril 2023 : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie. Lors de cette réunion, à laquelle a participé le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, les discussions ont porté sur la conjoncture actuelle du marché pétrolier international, ses perspectives, ainsi que le suivi des engagements en matière de réduction, y compris la compensation des volumes excédentaires, précise le communiqué.

Ainsi, les huit pays ont convenu d'un ajustement collectif à la hausse de leur production, de l'ordre de 411.000 barils par jour en juin 2025, et ce, "à la lumière des prévisions d'une demande pétrolière plus solide au troisième trimestre 2025, et en cohérence avec les décisions prises le 5 décembre 2024 puis réaffirmées le 3 mars 2025", indique le ministère. Toutefois, le communiqué du ministère souligne que cette augmentation "progressive et adaptable", est "susceptible d'être réévaluée ou interrompue selon l'évolution du marché,

afin de préserver sa stabilité". La production de pétrole brut de l'Algérie augmentera de 9.000 barils par jour, portant sa production totale pour le mois de juin à 928.000 barils par jour. Au terme de la réunion, les ministres des huit pays ont convenu de maintenir des réunions mensuelles pour examiner les conditions du marché, le respect des engagements et l'évolution des compensations, ajoute la même source précisant que la prochaine réunion dans ce cadre se tiendra le 1 juin prochain.